L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

2 F

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

6e ANNEE
JEUDI 25 JUILLET 1974
N° 238

HORS DE MEDITERRANEE LES DEUX SUPER-PUISSANCES !

Les événements de Chypre intervenant seulement quelques mois après la guerre d'octobre au Moyen-Orient confirment une fois de plus que le monde actuel est caractérisé non par la « détente » mais par la tension. Cette tension est le produit direct de la rivalité des deux super-puissances, Etats-Unis et U.R.S.S., pour l'hégémonie mondiale et de leurs efforts contre-révolutionnaires pour contrôler les vastes régions du tiers monde riches en matières premières, ainsi que les régions du second monde comme base stratégique. Cette tension débouchera sur la guerre mondiale si la révolution n'est pas en mesure de l'empêcher. Avec la guerre en Méditerranée orientale, le monde entier s'en est rendu compte. Car que s'est-il passé dans cette île de Méditerranée qualifiée par nombre de stratèges de « **porte-avions proche du canal de Suez** » ?

Le peuple chypriote est un peuple au passé de lutte anti-impérialiste véritable qui a choisi l'indépendance et qui s'est donné le président-archevêque Makarios pour chef d'Etat. Celui-ci a de longue date développé une politique de « **non-alignement** » qui déplaisait profondément aux deux super-puissances impérialistes. Aussi n'y a-t-il rien d'étonnant à ce que quelques semaines après la rencontre Nixon-Brejnev qui s'est soldée par un échec et quelque temps avant la réouverture du canal de Suez, les impérialistes américains aient encouragé une intervention grecque à Chypre afin de renforcer leur position face à l'autre super-puissance. Cela a provoqué une vive colère chez les dirigeants sociaux-impérialistes, d'autant plus que ceux-ci ont essuyé plusieurs échecs diplomatiques au Moyen-Orient ces derniers temps. Ainsi les menaces soviétiques n'ont nullement été proférées par souci de l'indépendance de Chypre : cela est tellement vrai qu'ils ont encouragé l'intervention d'une autre puissance étrangère à Chypre. D'ailleurs on sait le peu de cas de l'indépendance des peuples que font ceux qui ont occupé la Tchécoslovaquie, qui ont démembré le Pakistan et qui ont organisé maintes subversions dans le tiers monde.

Ainsi loin de travailler à cette détente dont ils parlent beaucoup, impérialistes américains et sociaux-impérialistes soviétiques, de par leur désir respectif d'hégémonisme, sont à l'origine du maximum de troubles. Les uns ont encouragé et probablement organisé la subversion, les autres ont ouvertement poussé à à la guerre entre deux pays riverains de la Méditerranée orientale. Tous les deux cherchent à attiser tout conflit local afin de pêcher en eau trouble et dégager leurs intérêts respectifs et antagoniques de super-puissance.

Voilà pourquoi la semaine dernière (et à l'heure où nous écrivons le cessez-le-feu n'est pas appliqué) le monde n'était pas loin de la guerre en Europe Et l'histoire de l'impérialisme nous a appris que la guerre en Europe a toujours rapidement dégénéré en guerre mondiale.

Dès lors on se pose une fois de plus sérieusement la question : le prolétariat révolutionnaire de France doit-il oui ou non tenir compte de la situation internationale ? Déjà la guerre d'octobre et la lutte des pays arabes producteurs de pétrole avait rappelé à ceux qui l'avaient oublié que la révolution en France est une partie de la révolution mondiale au sein de laquelle les pays du tiers monde, dont la Chine, constituent la force principale. Les récents événements en Méditerranée orientale viennent de le confirmer : il est totalement illusoire d'envisager la voie de la révolution en France en séparant notre hexagone du monde dans lequel il se trouve. Le fait que sous la pression de l'idéologie révisionniste nombre de gens au sein des masses populaires en viennent à l'ignorer n'est pas une excuse.

Au contraire les plus conscients parmi les travailleurs de notre pays ont le devoir d'éduquer leurs frères de classe sur ce point. En particulier les révolutionnaires prolétariens doivent mener une intense campagne pour développer dans notre pays le front uni contre les deux super-puissances et notamment la plus dangereuse, l'U.R.S.S., pour que la France participe au front uni mondial contre l'hégémonisme des deux super-grands.

Les événements en Méditerranée orientale fournissent une excellente occasion de développer ce travail. La Méditerranée baigne le sud de la France, voilà une raison supplémentaire pour laquelle nous ne pouvons nous désintéresser de ce qui s'y passe. Les deux super-puissances ont transformé cette mer en poudrière. Il faut exiger que sociaux-impérialistes soviétiques et impérialistes américains s'en aillent hors de Méditerranée. Leurs flottes n'ont rien à y faire ! Ni les Etats-Unis, ni l'U.R.S.S. ne sont des pays méditerranéens.

LA MEDITERRANEE AUX PAYS MEDITERRANEENS !

Au sommaire de ce numéro

- **CHYPRE**

  Le jeu dangereux des super-puissances

- **Le Front du tiers monde contre l'hégémonisme**
- **Menace social-impérialiste dans les Balkans**
- **O.R.T.F. : Contre l'offensive monopoliste une mascarade de type révisionniste**
- **Les marxistes-léninistes et les nationalisations**
- **Les marxistes-léninistes de Lille rejoignent l'Humanité rouge**
- **« Opérations coups de poing »**
- **CAMBODGE**

Encarté dans ce numéro, « LA FAUCILLE »

Journal des Communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge sur le Front paysan

CHYPRE : UNE IMPORTANCE STRATÉGIQUE

Située en Méditerranée orientale, l'île de Chypre occupe une position stratégique pour plusieurs raisons.

Elle permet de contrôler les accès à la Méditerranée que sont : le détroit des Dardanelles qui assure le passage de la mer Noire à la Méditerranée. C'est par là que les navires de guerre du social-impérialisme pénètrent en Méditerranée. C'est par là que prochainement deux porte-avions soviétiques devaient s'introduire en Méditerranée. Pour cette première raison, le social-impérialisme ne peut tolérer que son rival y marque des points et en prenne le contrôle.

D'autre part, l'île de Chypre permet de contrôler le canal de Suez dont la réouverture est prochaine. Le canal de Suez joue un rôle essentiel pour le contrôle du Moyen-Orient ainsi que pour le ravitaillement de l'Europe en pétrole. Il n'est pas du tout exclu que la réouverture prochaine du canal ait amené les deux super-puissances à « forcer le train » pour le contrôle de Chypre.

Enfin Chypre joue le rôle d'un véritable porte-avion immobile en Méditerranée. Porte-avion permettant de tenir sous la menace les pays du Moyen-Orient et d'intervenir en Méditerranée.

Autant de raisons qui font de Chypre un enjeu important pour les deux super-puissances.

LE JEU DANGEREUX DES SUPER-PUISSANCES

Fondamentalement, les événements qui viennent de se produire à Chypre sont le produit de la lutte entre les deux superpuissances pour le contrôle de la Méditerranée, c'est-à-dire aussi de l'Europe. Qu'avons-nous vu en effet ?

Depuis longtemps existent à Chypre des problèmes liés à l'existence de deux communautés, l'une grecque, l'autre turque. Ainsi que le déclarait Makarios lors de son séjour à Pékin au mois de mai 1974 : *« C'est à cause des interventions étrangères que le problème chypriote a été rendu complexe. Les intérêts étrangers qui sont en conflit à Chypre entravent le règlement pacifique de notre problème sur la base démocratique ».*

Le problème chypriote est utilisé et aiguisé par les superpuissances. Il est le prétexte à l'intervention et à l'agression.

Makarios a fait de Chypre un pays indépendant, pratiquant une politique de non-alignement. Comme le déclarait le vice-premier ministre chinois Teng Siao-ping lors du séjour de Makarios à Pékin : *« Ces dernières années, le gouvernement et le peuple chypriotes n'ont cessé d'enregistrer de nouveaux succès dans la sauvegarde de la souveraineté d'Etat et de l'indépendance nationale comme dans l'édification du pays. Dans les affaires internationales, Chypre a poursuivi une politique de non-alignement, combattu avec persévérance le colonialisme et l'impérialisme, soutenu les mouvements de libération en Asie et en Afrique, et appuyé les peuples des pays arabes et de Palestine en lutte contre le sionisme israélien, apportant ainsi sa part de contribution à la solidarité anti-impérialiste des pays et peuples du tiers-monde ».*

Une telle politique est contraire aux intérêts des deux superpuissances, chacune d'entre elles voulant que les pays se soumettent à sa volonté. En particulier, les impérialistes U.S. rêvent de placer Chypre sous leur contrôle pour riposter au renforcement de la présence du social-impérialisme en Méditerranée et maintenir leurs positions. Le putsch effectué contre Makarios, avec l'appui de la junte d'Athènes, allait dans ce sens. Certes, l'impérialisme U.S. n'est pas intervenu directement mais il est indéniable qu'il a soutenu l'agression contre Chypre et que le putsch répondait à ses intérêts. Dans un premier temps, il n'a pas caché sa satisfaction. Il venait de marquer un point dans le jeu dangereux qu'il joue avec le social-impérialisme. Celui-ci ne s'y est pas trompé et a procédé à la mise en état d'alerte de troupes aéroportées (comme cela s'était déjà produit lors de la guerre au Moyen-Orient). Il ne pouvait tolérer le renforcement des positions de son rival à Chypre, en particulier parce que Chypre joue un rôle essentiel pour le contrôle de la Méditerranée orientale, du passage de la mer Noire à la Méditerranée (par où s'achemine la flotte soviétique en Méditerranée) ainsi que du canal de Suez, dont la réouverture est prochaine.

Mais les choses ont rapidement évolué et tourné en défaveur de l'impérialisme U.S. avec l'intervention de la Turquie. On assistait dès lors à l'affrontement armé entre deux membres de l'O.T.A.N., cela pour la première fois. Cela ne pouvait que satisfaire le social-impérialisme. Rien d'étonnant dès lors à ce qu'il ait encouragé l'intervention turque à Chypre, qualifiée par Makarios d'acte d'agression. Le début d'affrontement entre la Turquie et la Grèce se solde par le démantèlement ou du moins un affaiblissement considérable du système de l'O.T.A.N. en Méditerranée orientale et par le renforcement des positions du social-impérialisme.

Le cessez-le-feu réalisé devenait dès lors nécessaire. Mais il est clair que les deux superpuissances n'en resteront pas là et vont poursuivre leur lutte pour l'hégémonie en Méditerranée et en Europe et l'intensifier. En particulier, on doit s'attendre à ce que le social-impérialisme cherche à profiter de l'avantage acquis. Plus que jamais la vigilance des peuples est à l'ordre du jour.

Abonnez-vous

A « PEKIN-INFORMATION »

1 AN	21 F
2 ANS	31,50 F
3 ANS	42 F

Ecrire à E. 100
70 rue de Belleville
-75020 Paris

Le conseil de sécurité de l'O.N.U. demande à tous les États de respecter la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité territoriale de Chypre

Le conseil de Sécurité des Nations Unies a adopté, cet après-midi, une résolution demandant à tous les états de respecter la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de Chypre.

La résolution demande à toutes les parties qui combattent actuellement de cesser le feu en tant que première mesure.

Elle exige la cessation immédiate de l'intervention militaire étrangère à Chypre, et demande le retrait sans délai de l'île de tout le personnel militaire étranger qui s'y trouve autrement que sous l'autorité des accords internationaux, y compris le personnel militaire dont le retrait a été demandé par le président Makarios, dans sa lettre du 2 juillet 1974.

Elle demande aussi à la Grèce, à la Turquie et à la Grande-Bretagne d'engager immédiatement des négociations pour le rétablissement de la paix dans la région et du gouvernement constitutionnel à Chypre.

La résolution a été adoptée à l'unanimité par les quinze membres du Conseil.

En expliquant son vote pour la résolution, le représentant chinois Chuang Yen a déclaré : « Le gouvernement et le peuple chinois soutiennent fermement la juste lutte menée par le peuple de Chypre sous la direction du président archevêque Makarios, chef de l'Etat légitime de Chypre et s'oppose résolument à l'agression et à la subversion contre Chypre par toutes les forces étrangères et à la violation de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de Chypre. Nous nous préoccupons sérieusement de la présente situation à Chypre. Ce qui doit être souligné en particulier, c'est que les deux superpuissances, dont la première inquiétude est l'absence de troubles dans le monde, tirent un profit d'une telle situation, en déchaînant un vent sinistre et en faisant tout pour semer la discorde, dans le but de pêcher en eau trouble, de piller la maison qui brûle et de lutter pour l'hégémonie au Moyen-Orient et en Méditerranée. Tous les pays et peuples du monde épris de justice doivent maintenir une haute vigilance à ce propos et s'opposer fermement aux actes méprisables mentionnés ci-dessus. »

La délégation chinoise a voté pour la résolution justement adoptée, a-t-il dit. Mais il faut indiquer que le 7e paragraphe du préambule et le 6e paragraphe du texte de cette résolution mentionnent la question de la force des Nations Unies à Chypre. A propos de l'envoi de cette force, le gouvernement chinois a toujours été fidèle à sa position de principe, que tout le monde connaît. Par conséquent, la délégation chinoise exprime des réserves sur les deux paragraphes susmentionnés, a-t-il ajouté.

Les représentants de l'Irak, du Cameroun, du Costa Rica, de l'Indonésie, de la Mauritanie, du Pérou et du Kénya, dans leurs explications de vote, ont souligné qu'ils adoptaient la résolution parce qu'elle appelait tous les Etats à respecter la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de Chypre. Les représentants d'autres pays ont pris également la parole.

Après le vote de la résolution, le secrétaire général des Nations Unies, Kurt Waldheim, a fait un rapport sommaire sur les derniers développements de la situation à Chypre. Il a informé le Conseil que la Turquie avait envoyé des troupes dans l'île et que des combats y étaient en cours. Il a exigé du Conseil de sécurité qu'il arrête les hostilités et prévienne une escalade future.

Agence Chine Nouvelle.

Message de Boumediene aux pays non-alignés

En tant que président de l'organisation des pays non-alignés, à laquelle appartient Chypre, Boumedienne a adressé aux différents pays non-alignés le message suivant :

« L'agression dont a été victime la République de Chypre constitue une atteinte flagrante et délibérée à l'indépendance, à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à la sécurité du peuple chypriote jusque-là maintenues dans le cadre d'un régime constitutionnel garanti par des accords internationaux engageant la responsabilité directe de trois puissances. Cet équilibre qui a jusque-là trouvé son expression dans l'option du non-alignement, confère à la politique de Chypre un élément de stabilité à l'intérieur et de sécurité dans la région de la Méditerranée. De toute évidence, la remise en cause de ces données fondamentales met en péril l'équilibre intercommunautaire et engage un processus de dégradation en Méditerranée susceptible d'engendrer, en plus d'une guerre civile aux conséquences imprévisibles, une grave crise internationale.

« L'évolution des événements ne fait que confirmer une telle perspective. Ces événements constituent en effet un motif sérieux d'inquiétude pour tous les peuples de la Méditerranée, tant il est vrai qu'ils révèlent la relance d'une politique de conquête de nouvelles positions stratégiques au détriment de la liberté, de la souveraineté et de l'indépendance de ces peuples, objectifs fondamentaux de la politique de non-alignement.

« La politique suivie par Chypre jusqu'ici et soutenue par l'ensemble de la communauté internationale, a permis à ce pays de préserver son indépendance, son intégrité territoriale et l'équilibre intercommunautaire en dépit d'une tension constante qui affecte la région depuis plus d'un quart de siècle.

« Au moment où notre solidarité a commencé à trouver des jalons concrets au lendemain de la 4e Conférence au sommet, nous sommes témoins de tentatives visant à porter atteinte par de nouvelles formes d'interventions étrangères, à travers l'agression contre Chypre, membre fondateur du non-alignement aux principes fondamentaux qui sont à la base d'une saine conception des rapports internationaux.

« Dans le respect des engagements auxquels nous avons souscrit à l'occasion des différentes réunions au sommet et en dehors de toute velléité d'ingérence dans des problèmes d'ordre intérieur d'un pays tiers, il est devenu impératif à travers cette affaire tragique d'officiers grecs, de tout mettre en œuvre pour coordoner notre action afin de mettre un terme à l'effusion de sang et d'assurer l'indépendance et la souveraineté de Chypre dans le respect des principes constitutionnels.

« De par le contexte dans lequel elle se présente et ses prolongements éventuels, la crise de Chypre engage la communauté internationale tout entière à prendre ses responsabilités à travers les institutions internationales aussi bien qu'en dehors d'elles. Il va de soi que la restauration de l'autorité, jusqu'ici légalement incarnée par le Président Makarios, et la poursuite de la politique d'indépendance de non-alignement par Chypre constituent sans conteste une garantie de la stabilité intérieure et une contribution indéniable à la sauvegarde de la sécurité dans toute la région méditerranéenne. »

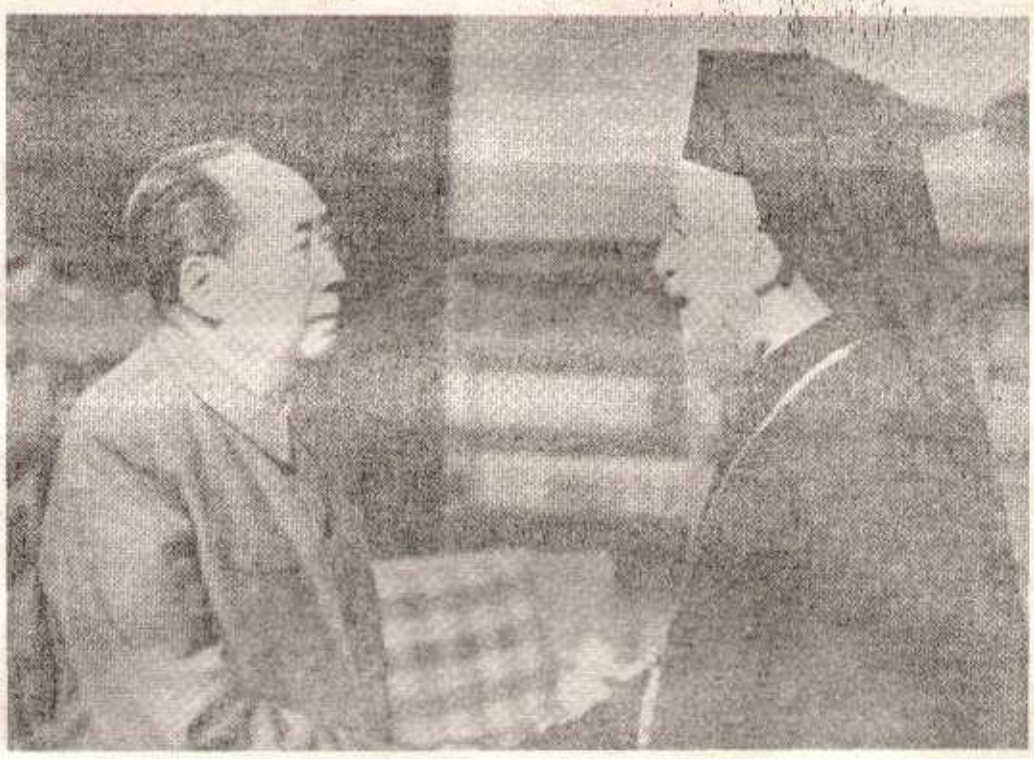
LE PROCHAIN NUMERO DE L'« H.R. » SORTIRA LE JEUDI 4 SEPTEMBRE

VISITE DU PRÉSIDENT MAKARIOS EN CHINE EN MAI 1974

Allocution du vice-premier ministre Teng Siao-ping (Extraits)

Chypre est un pays méditerranéen possédant une longue histoire. Et son peuple est riche en glorieuses traditions révolutionnaires de combat anti-impérialiste. Au terme d'une lutte héroïque de longue haleine, il a accédé à l'indépendance en 1960 en brisant le joug colonialiste. Nous éprouvons une vive admiration pour le rôle remarquable qu'a joué Son Excellence le président Makarios dans cette lutte. Ces dernières années, le gouvernement et le peuple chypriotes n'ont cessé d'enregistrer de nouveaux succès dans la sauvegarde de la souveraineté d'Etat et de l'indépendance nationale comme dans l'édification du pays. Dans les affaires internationales, Chypre a poursuivi une politique de non-alignement, combattu avec persévérance l'impérialisme et le colonialisme, soutenu les mouvements de libération nationale en Asie et en Afrique, et appuyé les peuples des pays arabes et de Palestine en lutte contre l'agression du sionisme israélien, apportant ainsi sa part de contribution à la solidarité anti-impérialiste des pays et peuples du tiers monde. Nous souhaitons sincèrement que le gouvernement et le peuple chypriotes remportent des victoires encore plus grandes dans leur marche en avant.

A l'heure actuelle, la situation internationale évolue dans un sens très favorable aux peuples du monde et défavorables à l'impérialisme et surtout aux superpuissances. Les nombreux pays et peuples du tiers monde ont fait leur apparition sur l'arène internationale en tant que force principale dans la lutte contre le colonialisme, l'impérialisme et l'hégémonisme. Leur juste lutte et celle menée par les autres peuples du monde, qui se font écho et se déroulent en coordination l'une avec l'autre, battent violemment, avec l'impétuosité de l'avalanche, le monde ancien et impriment une impulsion vigoureuse au développement de l'histoire. Les superpuissances ont subi échec sur échec, mais elles ne sauraient absolument pas abandonner leur entreprise ni renoncer à leur ambition insensée de se disputer l'hégémonie mondiale. Leur agression et leur rivalité en vue de l'hégémonie sont à l'origine de l'absence de tranquillité dans le monde d'aujourd'hui. Assaillies par des difficultés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, elles trainent une existence très pénible ; pourtant, leur dispute ne fait que gagner en intensité. L'expérience historique prouve que tant qu'existent l'impérialisme et le social-impérialisme, il ne peut nullement être question de détente réelle et de « paix dite durable » sur notre planète.



Allocution du Président Makarios

(Extraits)

Géographiquement, Chypre se trouve loin de la Chine ; elle est aussi très petite, surtout comparée à votre vaste pays. Pourtant, cela n'a pas été un facteur entravant l'établissement et le développement des relations amicales entre nos deux pays. Notre amitié repose sur certains principes fondamentaux qui profitent au bien-être de l'humanité comme à la paix mondiale et auxquels nos deux pays sont attachés l'un et l'autre.

La Chine est un très grand pays, et Chypre, un des plus petits dans le monde. A cet égard, on ne saurait établir un véritable parallèle. Cependant, elles ont des points communs : toutes deux sont les berceaux de civilisations anciennes et remarquables, qui ont considérablement influé sur l'évolution de l'humanité et qui ont modelé le destin de celle-ci à travers les âges. Elles s'inspirent de cette tradition dans leurs efforts pour obtenir de nouveaux succès et de nouvelles réalisations dans tous les domaines de la vie. Par ailleurs, nos deux pays ont connu les mêmes expériences en souffrant, au cours de leur longue histoire, de grands malheurs et adversités dus à la domination, aux interventions et aux attaques venues de l'extérieur. Mais ils ont fait face, l'un comme l'autre, à leurs vicissitudes avec courage et persévérance ; et ils sont en train de lutter pour un avenir plus heureux dans le progrès, la prospérité et la paix.

Le peuple de Chine regarde l'avenir avec une confiance justifiée. Les succès qu'il a obtenus durant les 25 dernières années sont un titre de fierté pour lui et renforcent sa volonté de continuer les efforts pour façonner le pays de la manière indiquée par son dirigeant Mao Tsé-toung en lançant cette grande révolution, pour édifier, comme votre grand dirigeant l'a si bien décrit, un « pays des hibiscus, au matin rutilant ».

Après une période d'isolement empreint de dignité, la Chine est apparue comme un géant sur la scène internationale et fait entendre sa voix dans le monde entier. Le rôle qu'elle joue dans les problèmes internationaux est toujours d'une importance décisive. La Chine, dont la présence se fait sentir plus que jamais et partout dans le monde, donne toute la mesure de ses dimensions historiques dans la conjoncture politique mondiale.

Nous, à Chypre, nous suivons avec un grand intérêt les succès remportés par le peuple chinois dans tous les domaines, ainsi que l'attitude de la Chine sur les problèmes du monde dont la solution pourrait promouvoir la paix internationale. Comme la Chine, nous souscrivons à ce point de vue : la paix permanente ne peut pas être établie tant qu'existent les séquelles du colonialisme, la discrimination raciale, l'injustice sociale et l'écart économique entre les pays développés et les pays en voie de développement. Tous les pays, petits ou grands, ont droit à la liberté et à la prospérité dans la paix. Les petits pays, en particulier, doivent être en sécurité, à l'abri de la pression exercée par les pays plus puissants. A cet égard, je voudrais rappeler la déclaration faite par le représentant de la Chine aux Nations Unies, dans laquelle il a dit que son pays voulait être le champion en faveur de l'existence et du bonheur des petits pays menacés par les forces et les puissances de loin supérieures.

Chypre a été vivement encouragée par cette déclaration. Nous sommes un petit pays menacé par l'intervention. C'est à cause de ces interventions étrangères que le problème chypriote, dont vous êtes conscients de la nature, a été rendu complexe. Les intérêts étrangers qui sont en conflit à Chypre entravent le règlement pacifique de notre problème sur la base démocratique. Nous sommes continuellement menacés, et des pressions sont exercées sur nous pour que nous acceptions une solution contraire à la volonté et aux intérêts de notre peuple. Néanmoins, nous avons la détermination de ne pas nous soumettre aux menaces ni aux pressions. Nous résisterons à tous ceux qui tentent de nous imposer, sur notre problème, une solution servant leurs propres intérêts. Nous sommes sûrs que dans notre résistance et dans notre lutte pour un pays indépendant, souverain et unitaire, nous ne sommes pas seuls. Nous bénéficions du soutien de tous les pays attachés aux principes démocratiques.

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 ..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 ..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

Arracher la classe ouvrière au révisionnisme

Il n'est pas inutile de revenir une fois de plus, en quelques lignes et aussi par une illustration remarquable sur une question très importante qui en cette période de crise du capital concerne la classe ouvrière, les masses populaires.

La question que de nombreux travailleurs se posent, à laquelle ils sont confrontés, c'est de savoir si demain ils auront du travail, par quels moyens pourront-ils défendre et imposer leur position de classe ?

C'est donc au travers d'un tract syndical pris parmi tant d'autres, que le révisionnisme moderne, le réformisme mettent en évidence leur conception bourgeoise du monde, leur ligne idéologique bourgeoise.

A Artigues, près de Bordeaux à la Signalisation du Sud-Ouest l'usine est occupée contre le licenciement de 170 travailleurs. Les sections syndicales de l'intersyndicale C.G.T. - C.F.D.T. - C.G.C. constatent dans le titre d'un tract : « Usine occupée », et vont même jusqu'à le terminer par quelques mots d'ordre : « Non aux licenciements », « Tachon - S.S.O. - F.J.T. - Baudou même combat », « Travailleurs, renforcez votre unité ». Mais cette enveloppe ne renferme pas un même contenu. L'idéologie bourgeoise y est inscrite en toute lettre lorsque l'on prend connaissance du texte. Lisez plutôt ces deux phrases bourgeoises : « Quelles possibilités ont-ils (les 170 licenciés) de retrouver un emploi dans une region déjà fortement **pénalisée** (souligné par nous, comité de rédaction de l'« H.R. ») par l'extension du chômage ». Et la phrase qui suit : « C'est pourquoi les travailleurs de la S.S.O. refusent d'abandonner leur outil de travail, **qu'ils estiment rentable** » (souligné par nous, C.R. de l'« H.R. »).

Ainsi le révisionnisme moderne apparaît bien pour ce qu'il est, le dernier rempart de la bourgeoisie, il fait tout pour démobiliser la classe ouvrière dans son combat de classe.

Le chômage n'est-il pas un produit du capital ?

La loi des profits n'est-elle pas une loi du capital ?

Marx, Engels, Lénine, Staline y ont apporté une réponse scientifique que nous avons déjà eu l'occasion d'exposer dans nos colonnes et il faut être revisionniste pour tenter de duper la classe ouvrière, les masses populaires sur ces questions de l'exploitation capitaliste, le chômage est un produit du capital, la loi des profits une loi du capital.

Les communistes marxistes-léninistes ont pour devoir de dénoncer sans relâche ceux qui trahissent la classe ouvrière, pour l'arracher au révisionnisme moderne.

Un autocollant significatif de l'idéologie bourgeoise : la classe ouvrière s'en remettrait au capital - l'esprit de démobilisation est mis en avant - plus que jamais combattons le révisionnisme et le réformisme - luttons classe contre classe.

Tanneries du Puy

LA LUTTE CONTINUE

Depuis le 25 juin, les tanneurs sont en lutte pour s'opposer à tout licenciement.

Les Tanneries françaises réunies (T.F.R.) comportent trois unités de 1 250 ouvriers. Au total 700 licenciements sont annoncés. Mais les tanneurs sont fermement décidés à refuser tous les licenciements, ils ne veulent pas aller grossir l'armée de réserve des sans-travail.

Cette lutte concerne tous les travailleurs de la région : Si les Tanneries étaient liquidées, le Puy et Annonay seraient des villes mortes.

De nombreuses manifestations se sont déroulées. Au Puy, il y avait plus de 2 000 personnes.

A Annonay, il y avait 6 000 manifestants : le tiers de la population était dans la rue.

Il faut noter que l'une des principales industries à Annonay est la tannerie.

Les manifestants scandaient :

« Du travail pour tous ! »

« A bas les licenciements ! »

« Le préfet à l'usine et Sidem en prison ». Sidem était le P.D.G. du groupe.

Au Puy, les piquets de grève empêchaient les jaunes d'entrer. Il faut noter que F.O. s'est montrée le champion de la reprise. « Nous devons cesser la grève pour sauver l'entreprise ».

Depuis mardi 9 juillet, suite aux engagements des pouvoirs publics de repousser les licenciements en septembre, les travailleurs ont suspendu l'action par un vote à bulletin secret : 450 pour et 150 contre à l'usine du Puy sur un total de 950 ouvriers.

Les engagements n'ont pas été tenus. Jeudi 11 juillet, deux jours après, les pouvoirs publics rompaient leurs engagements.

Les travailleurs ont été bernés :

— Fermeture pure et simple d'Annonay ;

— Au Puy, 35 mises à la retraite et 10 licenciés.

Mais les travailleurs sauront en tirer la leçon. Ils savent bien qu'ils ne doivent compter que sur leur propre action ferme et unie pour s'assurer leur droit de classe, leur droit de manger un morceau de pain. Ils ne peuvent s'en remettre à la ligne révisionniste de collaboration de classes qui rejette les travailleurs dans la misère.

Malgré la période des congés qui est une période moins féconde à la lutte, les travailleurs ont décidé d'occuper l'usine à Annonay.

Ils sont fermement décidés à obtenir gain de cause.

Au Puy, la solidarité s'organise.

— Non aux licenciements.

— Maintien de tous les avantages acquis.

— Solidarité totale avec les tanneurs.

Correspondant H.R. - Le Puy.

DIJON :

Elèves-infirmières dans l'action

Les élèves-infirmières de Dijon ont rejoint le mouvement national de revendications des élèves-infirmières en se mettant en grève le mardi 18 juin pour obtenir :

— Le paiement de leurs stages à temps complet (car elles sont embauchées gratuitement l'été sous prétexte d'apprendre leur métier) ;

— Des infirmières-enseignantes plus nombreuses pour une meilleure formation.

Elles refusent de servir de bouche-trou dans les services masquant ainsi la pénurie de personnel.

Une première entrevue avec la direction ne donne rien sinon la menace de fermer l'école (ce qui est fait) et de fermer certains services, mais en refusant de reconnaître que les élèves-infirmières sont du personnel d'appoint.

Les menaces de la direction ont pour effet de déterminer encore plus les élèves à continuer la grève. Le chantage fut plus ignoble sur les élèves promotion de l'hôpital (anciennes aide-soignantes ou A.S.H. payées par le C.H.R. pendant leurs études, moyennant un contrat de cinq ans avec l'hôpital après le diplôme d'Etat), à tel point qu'elles furent obligées de reprendre le travail (sous peine de suppression de leur promotion) mais pas comme élèves : comme aide-soignantes !

Le mercredi, les élèves font une manifestation en ville pour populariser leur lutte et sensibiliser les gens sur leurs conditions de travail. Elles défilent en uniformes avec les banderoles : « Personnel gratuit, c'est fini » ; « Indemnité pour nos stages à temps plein » ; « Nous voulons des infirmières enseignantes ». Cette manifestation est très populaire. La grève continue jusqu'au 26 juin et les élèves reprennent les stages sur la promesse de la direction d'une réunion de tous les directeurs les 3 et 4 juillet pour examiner leurs problèmes. Elles reprennent aussi un peu découragées par le manque de perspectives concrètes pour continuer la lutte.

Les élèves-infirmières ont eu le soutien d'une bonne partie du personnel de l'hôpital ainsi que de la C.F.D.T. qui a participé à la manifestation et fait des collectes de soutien au sein du C.H.R.

Mais la C.G.T. et F.O., main dans la main, n'ont pas voulu soutenir une grève qui, disaient-ils, étaient impopulaire à l'hôpital : on se demande s'ils y travaillent vraiment ! Ceci parce que, disaient-ils, les élèves risquaient de se mettre à dos leurs syndiqués car... ceux-ci ne pourraient pas partir en vacances. Un bel exemple de jaune en vérité !

L'A.N.F.H.D.E. association bidon contrôlée par le ministère) a fait pression pour faire cesser la grève. Mais seule une trentaine de grévistes (sur 180) ont repris le travail.

Dès le début de la grève les communistes marxistes-léninistes de l'hôpital ont soutenu la lutte des élèves par, d'abord, un tract montrant que cette lutte était celle de tous les hospitaliers, puis des discussions avec les grévistes, une participation à la manifestation et enfin un important soutien financier pour les élèves promotion sociale (de l'Etat). Leur soutien fut très apprécié.

En conclusion, cette lutte fut le départ de liens plus étroits entre les élèves (première et deuxième année) qui ensemble ont décidé de continuer la lutte sous d'autres formes :

— Créer des groupes de travail pour établir un cahier de revendications plus spécifiques à l'école de Dijon ;

— Garder le contact avec les autres écoles ;

— Rester mobilisées pour reprendre la lutte en septembre si rien n'a été obtenu.

Une élève-infirmière M.-L.

BORDEAUX :

Les travailleurs en lutte

Cela fait maintenant des semaines que les travailleurs des deux foyers de jeunes travailleurs), du foyer des travailleurs migrants de Bacalan et de l'entreprise S.S.O. (Signalisation du Sud-Ouest) sont entrés en lutte.

Pour populariser leur combat et développer la solidarité, les travailleurs des foyers de jeunes travailleurs et du foyer de Bacalan ont créé un vaste comité de soutien, où l'on adhère individuellement, qui mène des actions communes avec le comité de soutien à S.S.O. pourtant constitué uniquement d'organisations (comme le P.«C.»F., le P.S. et ces lèche-bottes du révisionnisme que sont les trotskistes) et d'élus locaux !

Dans le cadre de cette popularisation, les travailleurs ont organisé une semaine de soutien avec, en particulier, trois soirées-galas d'explication de ces luttes et de représentations diverses.

Ainsi jeudi soir, plus d'une centaine de personnes sont venues apporter leur soutien et apprécier la troupe JOB et deux chanteurs. Une collecte en début de soirée permit de mesurer à quel point le mouvement de solidarité est en train de se renforcer.

Puis un(e) représentant(e) de chacune des trois boîtes en lutte nous ont rappelé comment ça avait démarré, comment les travailleurs avaient su durcir leurs positions et nous ont donné les dernières nouvelles.

● Ainsi nous avons appris avec satisfaction que les travailleurs de S.S.O. venaient de décider à une forte majorité de poursuivre leur grève avec occupation contre la fermeture de la boîte qui entraînerait 170 licenciements (dans une région où le chômage jette tant de travailleurs à la rue !).

● Ainsi nous avons appris que le conseil d'administration des deux foyers de jeunes travailleurs (voir H.R. n° 234) avait accepté, sous la pression des travailleurs, de suspendre momentanément les licenciements. Les animateurs, les résidents et les employés vont ainsi pouvoir aller ENSEMBLE (n'oublions pas que le conseil d'administration voulait discuter avec eux mais séparément pour mieux les diviser) à de véritables négociations. Voilà donc déjà un recul de la part de ce conseil d'administration).

● Pour le foyer de Bacalan, les travailleurs sont bien décidés à obtenir le bail qui leur manque pour garder leur foyer. Ils sont bien décidés à obtenir de s'occuper eux-mêmes de leur foyer sans se faire refiler par le conseil d'administration toutes les dettes qu'il a laissé s'accumuler durant des années.

Par ailleurs, les travailleurs en lutte, notamment ceux de la S.S.O. et de Chébuzet (grève de vingt-quatre heures reconductible chaque jour) organisent des collectes de soutien aux portes des entreprises, avec banderoles et tracts.

VIVE LA LUTTE CLASSE CONTRE CLASSE DES TRAVAILLEURS DE S.S.O. !

VIVE LA LUTTE CLASSE CONTRE CLASSE DES RESIDENTS, DES EMPLOYES ET DES ANIMATEURS DES F.J.T. !

VIVE LA LUTTE CLASSE CONTRE CLASSE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES DE BACALAN !

UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION ! VIVE LA CLASSE DES OUVRIERS EN LUTTE !

O.R.T.F. contre l'offensive monopoliste une mascarade de riposte révisionniste

Le nouvel état-major au pouvoir passe aux actes : après les carottes « anti-inflation », « droit de vote à dix-huit ans », « contraception », c'est le bâton « liquidation de l'O.R.T.F. ».

Au moment où la plupart des travailleurs concernés sont en vacances, ou s'y préparent, le gouvernement décide d'attaquer l'O.R.T.F. Il lui assène une loi qui fait voler en éclat le statut du personnel, plan des milliers d'employés en position de licenciement, et réorganise le domaine audio-visuel au mieux des intérêts financiers des trusts et secteurs d'affaires intéressés à la possession de la radio-télévision.

Déjà depuis 1964, la production des émissions est passée dans une proportion croissante entre les mains des sociétés privées.

Au cours des trois dernières années, avec leurs complices au pouvoir, les trusts se sont appropriés la télédistribution par câbles (forme d'avenir de diffusion de la télévision). Ce n'est pas suffisant à leur appétit : il leur faut aussi la production de l'audiovisuel en entier.

L'O.R.T.F. est donc divisée en six sociétés qui ont des structures et des principes de fonctionnement capitalistes. Par application de la nouvelle loi, la production des émissions passe *intégralement* dans le domaine privé, mais sous une forme encore voilée qui permet de soutirer la redevance au peuple comme si c'était encore un service public. Nous ne pouvons donner d'explications précises sur la réorganisation prévue car la « loi cadre » est volontairement floue.

● Le sort des travailleurs

Nous pouvons dire aujourd'hui avec certitude que le pouvoir a prévu de licencier des milliers de salariés de l'O.R.T.F. au cours de cette réorganisation. Selon un « document d'origine syndicale », envoyé au *Monde* et publié par celui-ci le 19 juillet 1974 « 7 500 *agents ou collaborateurs, sur un chiffre de* 17 831, *n'ont pas encore d'affectation précise dans le nouvel organigramme tel qu'il est connu* ». Il s'agit des personnels des orchestres, de la redevance, de l'action extérieure et de la coopération (D.A.E.C.), des services centraux, du secrétariat général de l'administration, des affaires économiques et financières, des achats de programmes et de l'action technique.

Concernant le sort du personnel, le texte du projet de loi est laconique : une page dactylographiée où sont envisagées principalement les différentes façons de se débarrasser des employés qui ne trouveront pas de place dans les nouvelles sociétés, y compris la mise à la retraite anticipée pour les plus âgés.

Quant à ceux et celles qui ne seraient pas licenciés, ils perdront, *s'ils ne luttent pas pour les conserver*, les avantages qui étaient liés à leur ancien statut (et qu'ils avaient obtenu au cours de nombreuses luttes), en passant dans des conventions collectives conçues pour la « compétition et l'émulation » entre les nouvelles sociétés, où la loi de la concurrence soumettra les travailleurs à des conditions de travail bien plus mauvaises que les actuelles.

● Pour le téléspectateur

Il continuera à faire les frais de l'opération en payant sa redevance qui servira de « fonds de roulement » à des business commerciaux audiovisuels et devra, à la longue, subir une télévision de plus en plus crétinisée par la publicité et l'intrusion des « marchands de soupe » dans la direction des affaires Kulturelles (qu'on essaie d'imaginer ce que peut devenir la télévision entre les mains du trust HACHETTE qui imprimait des revues pour les nazis pendant l'occupation !).

Surpris par la brusquerie de l'attaque, le personnel de l'Office est plongée dans la perplexité et l'inquiétude. Il y a plus que jamais une ambiance tendue, pénible. Tout le monde dans tous les services et dans tous les échelons est anxieux de son sort. Plus aucun chef de service ne prend de décision.

Même les employés du service du Personnel ne savent pas ce qu'ils vont devenir. Personne ne sait ce qu'il fera, ni où il le fera après la réorganisation. Cette incertitude est très démobilisatrice.

● Les grandes manœuvres de la « Gauche »

L'intersyndicale de l'Office : la F.S.U., le S.N.R.T.-C.G.T. (entièrement sous le contrôle de la direction centrale du P.«C.»F.), la C.F.D.T. et le S.N.J. (syndicat national des journalistes) a toujours démobilisé les travailleurs dans les moments les plus critiques.

Celle-ci est prise d'une soudaine ardeur antigouvernementale qui laisse rêveur.

PIERRE SIMONETTI (dirigeant de la F.S.U.) disait le 12 mars 1974, à à l'émission « Les dossiers de l'écran » consacrée à l'O.R.T.F., en présence de Marceau Long, P.D.G. de l'O.R.T.F. et de Lecat, ministre de l'Information : « Nous sommes 16 000 à l'O.R.T.F. et je trouverais profondément antidémocratique que, si les 50 millions de Français voulaient une télévision commerciale, les 16 000 agents de l'Office puissent les en empêcher... Si cette collectivité nationale souhaitait une télévision commerciale il est normal que la télévision commerciale s'installe en France. Il ne doit pas y avoir de doute à ce sujet. »

Et MARCEL HUART (secrétaire national du S.N.R.T.-C.G.T.) ajoutait : « Oui, mais à condition qu'elle soit parfaitement informée !... »

Aujourd'hui, ils protestent de toute leur voix contre le « bradage du patrimoine financier, technique et culturel aux banques et aux intérêts privés ».

Curieux revirement, non ?

De leur côté, les révisionnistes lancent une « opération O.R.T.F. » à laquelle ils veulent donner une ampleur nationale pour redorer leur blason et mystifier les masses populaires.

Cette manœuvre est dans le style de la tactique des révisionnistes actuelle qui consiste à s'emparer de toutes les occasions qui s'offrent à eux dans le contexte de crise économique nationale et internationale (comme Rateau), pour accélérer leur arrivée au pouvoir avec leurs accolytes de la « gôche », parce qu'ils sont les uns et les autres devenus, depuis les dernières élections, les suppléants ou les remplaçants possibles que la bourgeoisie au pouvoir tient en réserve.

La liquidation du service public de l'O.R.T.F. par les monopoles leur fournit une occasion SPECTACULAIRE de faire du tapage dans l'antichambre de l'Etat bourgeois : spéculant sur l'incertitude qui plane sur le sort des travailleurs, ils proposent leur « resucée » de « l'O.R.T.F. démocratique » et une série de NATIONALISATIONS. Ces propositions démagogiques sont faites pour entretenir dans l'esprit des travailleurs l'illusion d'un sort « plus démocratique » dans une société où exploiteurs révisionnistes et exploités seraient démocratiquement liés par une association capital-travail « de gauche ».

Cette opération est une mascarade de mobilisation sans assise de masse. Les états-majors politiques du P.«C.»F., du P.S., du P.S.U. et des Radicaux de gauche se servent de leur face de faux-démocrates pour faire jouer aux travailleurs de l'O.R.T.F. le rôle de figurants dans leurs combines pour la course au pouvoir.

Les travailleurs de l'O.R.T.F. n'ont rien à attendre de bon de ces manigances. Ils ne doivent compter que sur leurs propres forces et n'avoir confiance qu'en eux-mêmes pour se défendre contre les mauvais coups qu'on leur porte.

Qu'ils organisent le plus rapidement possible A LA BASE des assemblées générales qui seront seules souveraines pour prendre les décisions que les travailleurs auront eux-mêmes trouvées, conformes à la défense de leurs intérêts. Qu'ils organisent dans chaque centre un comité de grève élu démocratiquement et révocables à tout instant et se préparent à une lutte prolongée contre les licenciements et pour la sauvegarde et l'amélioration de leurs avantages menacés.

Des M.-L. de l'O.R.T.F.

A propos de l'antimilitarisme et de la manifestation du 13 et 14 Juillet

(Article reçu avant le rassemblement antimilitariste de Canjuers)

Les 13 et 14 juillet doit se dérouler à Canjuers une manifestation antimilitariste. Voici quel est notre point de vue sur cette manifestation.

Les communistes marxistes-léninistes ont toujours dénoncé l'antimilitarisme en tant que soutien indirect, mais réel, aux deux superpuissances, les U.S.A. et surtout l'U.R.S.S. social-impérialiste.

« Les luttes actuelles qui se mènent sur le plan international confirment d'une façon vivante que notre globe comporte bien, en fait, trois mondes qui sont à la fois liés mutuellement et contradictoires entre eux.

Les deux superpuissances, Etats-Unis et Union Soviétique, forment le premier monde. Les pays en voie de développement d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des autres régions constituent le tiers-monde où vit la majorité écrasante de la population mondiale. Ceux-ci représentent la force motrice révolutionnaire qui fait progresser l'histoire ainsi que la force principale dans la lutte contre le colonialisme, l'impérialisme, les supergrands en particulier... Les pays du second monde (c'est-à-dire par exemple la France) qui se trouvent situés entre les superpuissances et les pays du Tiers-Monde *ne peuvent mener une lutte efficace contre le contrôle, l'infiltration et le pillage des superpuissances et pour la sauvegarde de leur indépendance et de leur souveraineté qu'à condition qu'ils traitent d'égal à égal le tiers-Monde et nouent des liens étroits avec lui. »*

*La compréhension de cette analyse fondamentale d'un quotidien chinois, par nos petits-bourgeois antimilitaristes devrait suffire à leur faire comprendre pourquoi nous les combattons et pourquoi nous les combattrons, faudrait-il encore qu'ils reconnaissent qu'il y a de la part des bourgeoisies européennes une volonté d'indépendance économique et politique vis-à-vis des U.S.A. et une inquiétude grandissante face aux visées impérialistes de l'U.R.S.S., faudrait-il aussi qu'ils reconnaissent que les bourgeoisies européennes doivent se libérer de ces emprises, développer leur propre marché dans le monde et qu'*elles sont pour cela obligées de traiter d'égal à égal *avec le tiers-monde (un exemple éclatant : les accords avec l'Iran).*

Nos petits-bourgeois antimilitaristes du C.A.M. et autres, comprennent-ils que dans ces conditions, les U.S.A. et surtout l'U.R.S.S. pourraient être amenés à faire pression sur l'Europe, et pourquoi pas militairement ?

Tout cela signifie-t-il que nous renvoyons la révolution prolétarienne aux calendes grecques : nullement !

Cela signifie-t-il que nous refusons de condamner l'impérialisme français : encore moins !

Mais est-il préférable de voir la bourgeoisie monopoliste française basculer et capituler aux côtés du social-impérialisme (perspective tout à fait envisageable avec Mitterrand et Marchais — dont nos antimilitaristes sont des soutiens objectifs) *ou de la voir resserrer ses liens avec le tiers-monde ?*

Notre réponse est claire :

Nous devons travailler à unir tout ce qui peut être uni dans la lutte contre les deux superpuissances, et notamment l'U.R.S.S.

A Canjuers, antimilitaristes et gauchistes de tout bord veulent renouveler la manifestation populaire du Larzac qui regroupa 50 000 *personnes, manifestation organisée par des paysans avec le soutien et la présence de travailleurs (dont ceux de Lip entre autres), manifestation dont on ne peut pas dire que l'axe central fut l'antimilitarisme, bien que celui-ci fut présent, certes.*

A Canjuers, il n'y aura pas 50 000 *personnes, mais cette manifestation pourrait être beaucoup plus importante qu'on ne le pense,* et l'axe central ne pourra être que l'antimilitarisme...

Ceci pour plusieurs raisons.

Les initiateurs de cette manifestations sont antimilitaristes. Les conditions de l'organisation de la manifestation sont tout à fait différentes de celles du Larzac, et la décision survient bien après que les derniers habitants de Brovès, depuis longtemps expropriés, aient été évacués du village. Le projet même du camp n'avait donc pas soulevé autre chose qu'une réprobation verbale.

Dans le Larzac, par contre, il s'agissait de lutter contre l'extension d'un camps de 3 000 *à* 17 000 *hectares, qui touchait une région économiquement rentable.*

Il n'est pas question d'affirmer que Canjuers n'avait un intérêt économique,, qui même s'il était limité, est irrémédiablement perdu aujourd'hui.

Car il n'est pas sérieusement envisageable, quand on connait les investissements de l'Etat pour la création de ce camp qu'il y ait un quelconque retour en arrière, et les organisateurs en sont conscients.

Donc, ce rassemblement aura pour axe central l'antimilitarisme que nous connaissons, c'est-à-dire un soutien aux révisionnistes et autres réformistes, avec par ailleurs des côtés positifs : « Non à l'extension du camp », par exemple, ou : « Le Var veut vivre », sous-entendu, avec autre chose que le tourisme, que le mouvement autonomiste occitan soutiendra le plus, sortant ainsi du seul cadre antimilitariste pour replacer Canjuers dans un cadre économique.

Mais il n'est pas question, vu l'aspect principal de cette manifestation, soutien au révisionnisme, d'apporter un quelconque soutien.

LE FRONT DU TIERS-MONDE CONTRE L'HEGEMONISME

Caracas : Conférence de l'O.N.U. sur le droit de la mer

POUR UN NOUVEAU DROIT DES MERS

« Il existe encore aujourd'hui une sérieuse menace — une nouvelle division des mers et des océans du monde. Le trait le plus saillant de l'étape actuelle est celui-ci : certains pays en voie de développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine demandent avec insistance que soit réexaminé le droit actuel sur la mise en valeur des mers et des océans du monde ».

Celui qui parle ainsi, et réclame sans honte que soit maintenu le vieux droit impérialiste des mers, qui voit dans les justes demandes du tiers-monde... une « menace »... n'est rien d'autre que Gorchkov, vice-ministre de la Défense et commandant en chef des forces navales de l'Union soviétique, dans son livre « La marine en temps de guerre et en temps de paix ».

Gorchkov n'y va pas par quatre chemins ; et le cynisme de ses paroles témoigne assez de la forte résistance qu'opposent les pays du tiers-monde aux tentatives hégémoniques des deux superpuissances pour dominer les mers.

Gorchkov ajoute qu'il faut *« respecter strictement les règlements actuellement en vigueur »*. Les pays du tiers-monde, et certains pays du second monde, ont combattu à Caracas, à la troisième Conférence de l'O.N.U. sur le droit de la mer, pour un *« un nouveau droit des mers »*, s'opposant une fois encore à la volonté dominatrice des deux superpuissances.

QUE RECOUVRE L'ANCIEN DROIT DES MERS ?

● La « liberté des mers » est un « droit impéraliste »

L'ancien « droit des mers » établi par les vieilles puissances impérialistes fut de tout temps fondé sur la prétendue *« liberté des mers »* : « liberté de navigation », « liberté de pêche », puis « liberté de survoler la haute mer », « liberté de recherches scientifiques », la limite des eaux territoriales des Etats riverains étant étroitement réduite à 3 milles marins. Autrement dit, aujourd'hui la « liberté des mers », c'est la *liberté pour les puissants de dominer et contrôler les mers et océans. Liberté de violer les eaux territoriales* et l'espace aérien en utilisant ports de pêche et bases navales sous différentes formes ; *liberté de piller* les ressources maritimes avec des flottilles de pêche et des bateaux de recherches spécialement équipés ; *liberté d'espionner*, de collecter des renseignements militaires et économiques à l'aide d'un équipement électronique moderne.

C'est cette liberté là que les révisionnistes soviétiques ont pratiquée et qu'ils revendiquent. Ainsi, ils refusent aux pays riverains de détroits d'en être les « gardiens » et de « décider de leur propre autorité » — (c'est l'opinion de Molodtsov, membre de la délégation soviétique à Caracas, exprimée dans la revue « Morskoï Flot » n° 3 - 1974). Ainsi, ils s'opposent à la souveraineté des pays en matière de pêche, car selon eux *« la souveraineté des pays en voie de développement sur leurs ressources naturelles est déterminée, dans une grande mesure, par la capacité de leur industrie à mettre en valeur ces ressources »*. A ce compte-là, les pays pauvres deviennent de plus en plus pauvres ; les pays riches de plus en plus riches. N'est-ce pas là le credo impérialiste qu'on nous chante de Moscou ? « Les poissons ne reconnaissent pas les limites » disent les sociaux-impérialistes: ils sont donc à ceux qui les pêchent ! C'est la loi impérialiste du plus fort ni plus ni moins !

● L'hégémonisme maritime

Mais pourquoi tant de tapage sur le « droit des mers » ; il y a là bien plus qu'une affaire de poissons, mais bien un *enjeu économique et stratégique de première importance, un élément non négligeable de la rivalité des deux supergrands.* Dans leur entreprise de pillage et de conquête des marchés, les deux plus grands exploiteurs et oppresseurs ont besoin des mers et des océans ; 69 matières premières sur 72 utilisées par les Etats-Unis sont acheminées par mer ; l'océan Indien et la Méditerranée sont les voies principales d'approvisionnement en pétrole ; aussi, *celle des deux superpuissances qui contrôle* les lignes de communication et les points stratégiques *menace-t-elle directement l'autre.* Il y a aussi les richesses minérales et biologiques propres à la mer — 10 millions de tonnes d'or, 4 milliards de tonnes d'uranium, le poisson, etc.

L'enjeu stratégique n'est pas le moindre ; la mise au point de la « stratégie d'attaque en haute mer » effectuée par les sociaux-impérialistes et le renforcement des forces navales américaines à grande échelle montrent assez l'importance de l'enjeu martitime. « Qui domine les mers domine le monde », voilà un autre credo impérialiste, dont le correspondant de l'agence Chine-Nouvelle analyse les manifestations dans un article du 7 juillet 1974 :

« Si l'on se place du point de vue de la stratégie globale sur les mers, les Etats-Unis se trouvent situés entre l'Atlantique et le Pacifique. Le canal de Panama sous leur occupation fait le lien entre leurs flottes de l'Atlantique et celles du Pacifique ; de l'Atlantique vers l'Est et du Pacifique vers l'Ouest, la Méditerranée et l'océan Indien servent de pivots intermédiaires. Si cet espace maritime était entre les mains des États-Unis, les forces navales américaines pourraient agir en coordination dans les divers océans du monde. Pour faire face au déploiement U.S. basé sur la stratégie des deux océans, le social-impérialisme révisionniste soviétique met en œuvre tous les moyens pour placer la Méditerranée et l'océan Indien sous son contrôle et rompre le déploiement naval américain. Si le révisionnisme soviétique contrôlait ces deux mêmes régions, ses flottes pourraient elles aussi se coordonner. Vers l'Ouest, elles se trouveraient placées dans l'alignement des troupes massivement stationnées sur le continent européen, pouvant ainsi soumettre l'Europe occidentale à des attaques à la fois sur mer et sur terre.* *Vers l'Est, elles pourraient atteindre la région du Pacifique, rivalisant premièrement avec la flotte américaine du Pacifique, deuxièmement avec le Japon et troisièmement avec les autres pays asiatiques.*

Pour atteindre les buts stratégiques que nous venons d'indiquer, le social-impérialisme révisionniste soviétique entretient en permanence en Méditerranée une flotte considérable chargée de missions spéciales, composée de plus de 90 vaisseaux au maximum et de quelque 50 à 60 vaisseaux en temps normal, dépassant ainsi le chiffre des bateaux de la sixième flotte américaine qui y est stationnée. Dans l'océan Indien aussi, il entretient en permanence une flotte et cherche par tous les moyens à y installer des bases militaires. Il a même fomenté une guerre et démembré le Pakistan pour mener à bien sa politique expansionniste dans l'océan Indien.

Face aux manœuvres expansionnistes croissantes du social-impérialisme soviétique, l'impérialisme américain, tout en renforçant avec zèle sa position politique dans la Méditerranée, n'a cessé d'envoyer de nouveaux vaisseaux dans l'océan Indien, et projette d'élargir sa base militaire dans l'île de Diego Garcia, située presqu'au centre de l'océan Indien, se donnant ainsi les moyens de rivaliser avec les importantes forces navales des révisionnistes soviétiques. Les deux superpuissances entrent donc bien en compétition toujours plus intense pour exercer leur domination tant dans la Méditerranée que dans l'océan Indien.

La lutte des deux superpuissances pour l'hégémonie maritime a troublé fortement la paix des océans et fait peser une sérieuse menace sur la souveraineté des autres pays comme sur la sécurité de tous les peuples. Ces faits ont suscité une protestation énergique des peuples du monde, en particulier des pays et des peuples du tiers-monde. »

(* Souligné par nous).

On comprend dès lors que la question du « droit des mers » n'est pas une seule « affaire de poissons », mais un *terrain important de la lutte mondiale contre l'impérialisme et l'hégémonisme.*

CONTRE L'HEGEMONISME MARITIME

Là encore, les pays et les peuples du tiers-monde constituent la force motrice principale de la lutte contre les deux superpuissances ; déjà, la Conférence des non-alignés d'Alger de septembre 1973 avait exigé :

« La réglementation du nouveau droit de la mer doit efficacement favoriser l'élimination des menaces contre la sécurité de chaque pays et assurer le respect de leur souveraineté et intégrité territoriales ».

La déclaration d'Alger n'est pas « lettre morte » ; et les pays du tiers-monde ont combattu contre l'hégémonisme maritime, comme l'a rappelé le chef de la délégation chinoise Chai Shufan à la conférence de Caracas :

« ... En vue de préserver leur sécurité et leurs ressources marines littorales, des pays latino-américains ont déclaré que les limites de leur souveraineté et de leur juridiction sont établies à 200 milles marins, et un grand nombre de pays du tiers-monde y ont fait écho l'un après l'autre. Certains d'entre eux ont préconisé la délimitation de la « mer patrimoniale » à 200 milles marins ; et beaucoup d'autres pays ont annoncé l'élargissement de leurs eaux territoriales ou l'établissement de zones de pêche exclusives. La conférence au sommet de l'O.U.A. et la conférence au sommet des pays non-alignés ont aussi proclamé solennellement qu'un Etat riverain avait le droit de déterminer une zone économique exclusive ou une zone de juridiction nationale n'excédant pas 200 milles au maximum. Cette juste position du tiers-monde a eu également le soutien de certains pays du second monde. Par ailleurs, la Malaisie et l'Indonésie ont déclaré soumettre à leur juridiction le détroit de Malacca. Les pays méditerranéens ont élevé leur voix imprégnée de justice pour une « Méditerranée aux pays méditerranéens ». La Srilanka et d'autres pays ont exigé énergiquement que l'océan Indien soit transformé en une « zone de paix ». La lutte contre l'hégémonie maritime des superpuissances se développe vague après vague et balaie tout le globe. Elle constitue un aspect important de la lutte des pays en voie de développement en Asie, en Afrique et en Amérique latine pour sauvegarder la souveraineté d'Etat et développer l'économie nationale, en même temps qu'un nouveau point clé de la lutte menée actuellement par les peuples du monde contre l'hégémonisme.

La présente conférence se penchera sur les divers aspects du droit de la mer. Mais ceux-ci peuvent se ramener à une seule question, celle de savoir s'il faut ou non briser l'emprise et le monopole exercés par les superpuissances sur les mers et les océans, s'il faut ou non préserver la souveraineté et les intérêts des pays moyens et petits. *S'agissant du droit de la mer proprement dit, la question est de savoir s'il est nécessaire ou non de modifier radicalement l'ancien droit de la mer basé sur le colonialisme, l'impérialisme et l'hégémonisme en le remplaçant par un nouveau droit de la mer, équitable et raisonnable, qui respecte la souveraineté des différents pays et contribue à sauvegarder leurs droits et intérêts économiques. »*

A Caracas, *les luttes des pays du tiers-monde ont été acharnées,* aussi bien pour la reconnaissance des 12 milles marins pour les eaux territoriales, des 200 milles marins comme zone économique souveraine que pour le contrôle des détroits par les pays riverains et la constitution d'un organisme international qui contrôlerait l'exploitation des ressources de haute mer. Les deux superpuissances ont multiplié les manœuvres de diversion et de division. Ainsi, elles ont engagé une bataille de procédure, exigeant que les décisions soient prises avec l'accord des neuf-dixièmes des délégués présents — autant dire un veto sur les volontés du tiers-monde ; cette manœuvre a échoué. Puis elles ont fait mine de reculer, acceptant la limite des 200 milles marins pour revenir à la charge. Ainsi les représentants américain Stevenson et soviétique Kolosovsky ont parlé le même langage : « oui aux 200 milles » du bout des lèvres et avec des restrictions :

— *Sur la zone économique :* il faut assurer le « droit à pêcher sur une base non discriminatoire, dans ces zones où des pêcheries ne sont pas exploitées par des pays côtiers » — version soviétique ; il « faut permettre la pêche étrangère » — version U.S. !

— *Sur les détroits :* « passage libre au-dessus et sous les eaux des détroits qui servent à la navigation internationale » — version américaine ; demande de « passage libre » des détroits — version social-impérialiste.

Mais le temps des marchandages et des pressions a fait long feu ; les représentants du tiers-monde ne sont pas tombés dans les panneaux des deux superpuissances et par *dizaines* ont dénoncé les manœuvres et réaffirmé leur volonté d'indépendance nationale et de respect de la souveraineté et de la sécurité de leurs pays. Une fois de plus, comme à la session spéciale de l'O.N.U. sur les matières premières, les deux superpuissances ont été isolées, mises au banc des accusés ; une fois de plus, les pays et les peuples du tiers-monde ont réalisé un large front contre l'impérialisme et l'hégémonisme — (ils ont réussi à imposer la présence des mouvements de libération nationale à Caracas) ; *fait notable enfin :* à Caracas s'est révélé le mécontentement de pays du second monde, tels l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada, la Norvège, qui se sont rangés aux côtés du tiers-monde contre les deux supergrands.

La conférence de Caracas a terminé la première phase de ses travaux le 15 juillet. Gageons que les pays et les peuples marqueront de nouveaux points pour l'instauration d'un nouveau droit de la mer, contre l'hégémonisme des deux superpuissances.

Stockholm : Manifestation contre la 'visite' d'un bâtiment de guerre soviétique

Quelque 250 personnes ont organisé hier à Stockholm une manifestation pour protester contre la « visite » d'un bâtiment de guerre soviétique.

Portant des banderoles et des pancartes, les manifestants se sont rassemblés sur le quai où le bâtiment de guerre soviétique était amarré et criaient : « A bas le social-impérialisme soviétique ! » « A bas les nouveaux tsars ! » ainsi que d'autres slogans.

A l'occasion de la « visite » du bâtiment de guerre soviétique, le Parti communiste de Suède de la région de Stockholm a publié hier une déclaration condamnant l'expansion maritime du social-impérialisme soviétique.

La déclaration souligne que les nouveaux tsars, recherchant l'hégémonie dans le monde, se sont engagés dans une large expansion militaire, politique et économique. La puissance de la flotte soviétique de la Baltique dépasse de loin celle des besoins de sa défense légitime. Les flottes soviétiques ont effectué des manœuvres de débarquement dans la mer Baltique et ont fait plus d'une fois intrusion dans les eaux territoriales suédoises. Tout cela montre les desseins agressifs des sociaux-impérialistes soviétiques.

La déclaration indique qu'à notre époque, mener la lutte contre le social-impérialisme revêt une grande signification pour toutes les forces progressistes et tous les mouvements anti-impérialistes en Suède. En conclusion, la déclaration appelle à l'établissement d'un front uni contre les superpuissances.

Chine Nouvelle, 16 juillet 1974.

AFFICHEZ H. R.

Alger, du 6 au 12 juillet

CONFÉRENCE DE LA JEUNESSE DU TIERS-MONDE

Cette conférence a été organisée en commun par le mouvement de la jeunesse pan-africaine et l'organisation de la jeunesse du front de libération nationale d'Algérie. Les représentants de plus de cinquante pays et mouvements de libération y ont participé.

Houari Boumedienne, président du conseil de la révolution et du conseil des ministres d'Algérie, a prononcé un discours à la séance d'ouverture : « Les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine sont le vaste territoire où convergent toutes les luttes que traduit notre actualité et qu'ils érigent de ce fait comme le grand foyer de la lutte anti-impérialiste »... « L'attitude adoptée envers les mouvements de libération d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine est le critère fondamental qui permet de distinguer les partisans d'un monde démocratique et ceux de l'oppression, ceux qui défendent la paix mondiale et ceux qui soutiennent les forces d'agression... »

« Devant la gravité des problèmes auxquels ils sont confrontés, les pays du tiers-monde doivent nécessairement renforcer leur front pour remettre en cause les structures d'exploitation et le pillage impérialistes... »

« Nous devons d'abord apprendre à compter sur nous-mêmes. La réalisation de notre développement ne sera jamais faite par d'autres.. Nous devons nous-mêmes prendre en charge notre développement, c'est-à-dire en premier lieu mobiliser toutes les ressources matérielles et humaines du pays. » Il a appelé les jeunes du tiers-monde à s'unir pour apporter des contributions au monde futur.

Après discussion, la conférence a adopté une déclaration finale, une résolution politique et une résolution économique.

La déclaration finale indique : « La jeunesse anti-impérialiste, anticolonialiste, antinéocolonialiste, antiraciste et antisioniste du tiers-monde exprime sa solidarité militante et inconditionnelle aux mouvements authentiques de libération d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et du Moyen-Orien .»

« Considérant que la présence des bases militaires étrangères dans l'océan Indien, dans l'océan Pacifique, dans les Caraïbes, en Méditerranée, dans la Mer Rouge ainsi que dans certains de nos pays constitue une menace et un danger permanent pour la paix, la sécurité et l'indépendance des peuples », la jeunesse du tiers-monde « exige leur évacuation immédiate et inconditionnelle ».

La déclaration finale dit que la jeunesse du tiers-monde « se félicite de la tenue de la session extraordinaire de l'O.N.U. sur les matières premières » et « demande aux pays du Tiers-Monde de constituer des groupements économiques indépendants de toute influence étrangère pour assurer la juste rémunération de leurs produits afin d'accélérer leur libération totale ».

Chine Nouvelle, 13 juillet 1974.

Iran : La compagnie nationale de gaz augmente le prix du gaz vendu à l'U.R.S.S.

La compagnie nationale de gaz iranienne vient d'augmenter le prix du gaz vendu à l'U.R.S.S., s'opposant ainsi dans les faits à la volonté d'exploitation du social-impérialisme dans la région.

Quels sont les faits ? L'Iran vend du gaz à l'U.R.S.S. 30 *cents les* 1 000 m3, *le prix du marché mondial étant de* 1,50 *dollars — cinq fois plus. Un accord soviéto-iranien de 1966 stipule que le prix du gaz serait réajusté si le prix du gaz s'élevait ou s'abaissait de* 30 %. *Ces derniers mois, le prix du pétrole a été multiplié par* 4, *mais les maîtres de Moscou se sont obstinés à refuser tout réajustement du prix du gaz iranien ; le gouvernement iranien exigeant seulement le doublement du prix :* 62 *cents. La compagnie nationale y a procédé unilatéralement...*

D'où les foudres de guerre des sociaux-impérialistes qui cherchent à masquer la réalité. La réalité, c'est que le gaz iranien transporté par gazoduc en Caucasie est envoyé en Allemagne de l'Ouest où il est vendu quatre fois plus ! C'est ainsi que les produits soviétiques vendus à l'Iran au terme de l'accord de 1966 ont terriblement augmenté. Quelques chiffres :

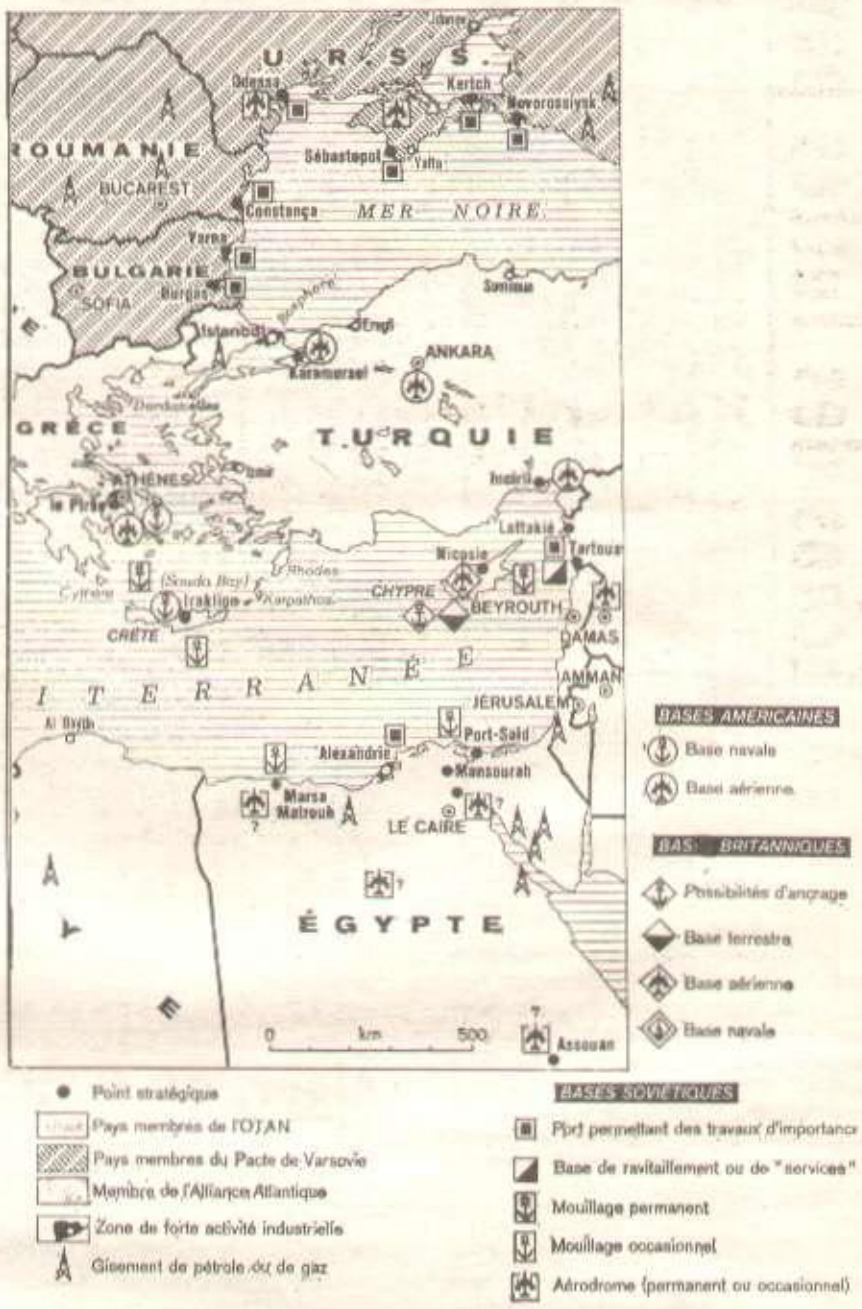
— Le nitrate d'ammoniaque est passé de 75 *dollars à* 240 *dollars la tonne ;*

— Le bois d'œuvre, de 50 *dollars à* 230 *dollars la tonne !*

Menace social-impérialiste dans les Balkans

Les faits récents de ces dernières semaines viennent une fois de plus de confirmer que les peuples d'Europe, du Moyen-Orient ou de la région de l'océan Indien ne connaîtront la paix, l'indépendance réelle et la tranquillité qu'en luttant résolument contre les deux superpuissances, U.S.A. et U.R.S.S., et en particulier contre le social-impérialisme révisionniste soviétique.

Un regard rétrospectif sur les douze derniers mois montre rapidement que les plans *diplomatiques* du social-impérialisme sur les questions européennes ou s'y rapportant, visent principalement à endormir la vigilance des pays et des peuples et à masquer leur véritable intention agressive et expansionniste, ont fait faillite.



Echec de la poudre aux yeux...

Les sociaux-impérialistes veulent en face d'eux une Europe monopoliste faible, donc divisée, proie facile pour leur ambition. Les monopolistes européens, en particulier ceux de la C.E.E., convergent leurs efforts pour renforcer leur unité tant économique que politique et militaire.

Les sociaux-impérialistes veulent une Europe occidentale coupée de ses liens directs avec le tiers-monde si nécessaire à son existence, comme les pays arabes producteurs de pétrole et de gaz naturel. L'annonce de la visite prochaine en Europe d'une délégation des vingt pays arabes producteurs de pétrole est un fait positif qui à coup sûr ne comble pas les vœux de la clique Brejnev.

Les sociaux-impérialistes veulent une Europe occidentale divisée sur le plan militaire et isolée de la superpuissance impérialiste américaine. Ils ont proposé la dissolution de l'O.T.A.N. et du Pacte de Varsovie. Voulant ainsi, une fois les troupes yankees de l'O.T.A.N. retournées chez elles, obtenir la reconnaissance de la supériorité militaire de leur force armée conventionnelle. Ils n'ont qu'essuyé un refus net sur cette importante question. Bien plus, face à la menace guerrière chaque jour plus précise qu'ils font peser sur les pays et peuples européens, ainsi que sur les intérêts impérialistes américains dans cette zone, les Etats-Unis et l'Europe de l'Ouest sont tombés d'accord pour faire mutuellement un certain nombre de concessions sur les désaccords qui avaient été engendrés à la suite de la guerre moyen-orientale. Concession européenne sur les dédommagements aux U.S.A., après l'élargissement de la C.E.E. à neuf membres. Concession également à propos de la consultation avec les impérialistes américains sur la politique européenne, etc. Concession de l'impérialisme américain par la levée de leur ferme opposition au dialogue euro-arabe, en particulier sur les questions du pétrole et de l'utilisation des « arabo-dollars ».

... Mais préparatifs de guerre sur tous les plans

Se borner à dire que les sociaux-impérialistes ont subi des échecs sur les plans diplomatiques ne suffit pas. Leurs cliques serviles des divers dirigeants des partis révisionnistes occidentaux sont là pour claironner en tout lieu les soi-disant efforts de paix de Brejnev et « dénoncer » les tenants de la guerre froide, voire même de la guerre chaude.

En réalité, les revers diplomatiques du social-impérialisme russe sont la manifestation la plus claire que le danger est bien perçu par les milieux dirigeants des monopoles européens. C'est une bonne chose.

Dans l'éditorial du numéro 237 de l' « Humanité-Rouge », nous soulignons une série de fait qui montraient clairement les desseins expansionnistes et agressifs de la superpuissance impérialiste soviétique. Parmi ceux-ci, un s'est révélé être d'une importance extrême et devant attirer toute notre attention. Il s'agit des pressions de toutes sortes que les nouveaux tsars du Kremlin font peser actuellement sur la Roumanie pour obtenir un « corridor » de passage dans les plaines centrales roumaines, permettant le passage de grandes quantités de matériel militaire de l'U.R.S.S. en Bulgarie (voir la carte) pour de prétendues manœuvres dans ce pays. Il y a bientôt un mois, c'était un maréchal soviétique, chef du Haut Etat-Major du Pacte agressif de Varsovie, dominé par le social-impérialisme, qui conduisait une délégation à Bucarest pour essayer de négocier cette voie de passage.

Pourquoi ce corridor militaire ?

Est-ce simplement pour de simples manœuvres que les sociaux-impérialistes de Moscou veulent masser des troupes en Bulgarie ? Certainement pas! En Bulgarie, il y a déjà de puissantes unités terrestres, navales et aériennes du social-impérialisme. Il y a quelques mois à peine, elles avaient manœuvré à quelques kilomètres à peine de la frontière grecque avec les autres forces révisionnistes.

Cette insistance soviétique signifie en réalité deux choses extrêmement graves pour l'avenir de la paix et de l'indépendance des pays des Balkans.

D'une part, et c'est le plus important, les sociaux-impérialistes soviétiques reprennent à leur compte les vieux rêves des anciens tsars ; c'est-à-dire avoir un accès direct à la Méditerranée, sans passer par le détroit du Bosphore s'ils ne peuvent le contrôler. Cet accès, on le voit très bien en examinant une carte de la Méditerranée, ils ne peuvent l'avoir que par la Yougoslavie et la Grèce, ou la Turquie. L'Albanie socialiste posant pour eux, sans aucun doute, des problèmes tant politiques que militaires et géographiques. En effet, bien qu'un petit pays, son peuple a été trempé dans la lutte contre l'envahisseur et est aujourd'hui bien préparé au déclenchement éventuel d'un conflit. Une unité d'acier lie le peuple tout entier à son Parti, le Parti du Travail d'Albanie ayant à sa tête le camarade Enver Hoxha. Et géographiquement, du point de vue de l'accès à la mer, du fait d'un relief accidenté, a moins d'intérêt que la partie Est de la Grèce. Par ailleurs, l'Albanie jouit d'un grand prestige aux yeux des peuples et du prolétariat du monde entier et en premier lieu du prolétariat révolutionnaire chinois et de son Parti. La Grèce, par contre, est un Etat fasciste qui est fortement lié aux impérialistes américains et qui, comme le Portugal hier, n'a plus aucun crédit dans les masses populaires.

On sait ce que représente pour les Soviétiques cet accès direct à la Méditerranée. C'est un renforcement considérable de leur force navale sur cette mer par de nouvelles possibilités d'acheminement en carburant, en matériel militaire et en *hommes*. N'oublions pas qu'en dix ans les sociaux-impérialistes ont multiplié par dix le tonnage de leur flotte agressive en Méditerranée, leur donnant ainsi la supériorité militaire dans cette zone stratégique.

Une chose est donc certaine, et avec le coup d'Etat yankee à Chypre cela ne prend que plus d'importance, les « Soviétiques » massent du matériel militaire offensif dans la zone proche des Balkans qu'ils contrôlent.

Derrière le contrôle de la Méditerranée, il y a le contrôle des ressources énergétiques du Moyen-Orient (leur pénétration dans l'océan Indien est également liée à cette question) et donc du contrôle de l'Europe occidentale.

Avec les efforts de l'impérialisme U.S. pour se maintenir à tout prix sur cette mer, comme le coup de force de Chypre le montre bien, la priorité et la volonté du social-impérialisme d'avoir une part du gâteau correspondant mieux au rapport de force qu'il exerce iront en s'aggravant.

La seconde signification du « corridor militaire » roumain est d'un autre ordre mais lié à la précédente question. Comment vont se comporter les pays et les peuples mis sous la tutelle de la « souveraineté limitée » ? Comment vont se comporter les différentes bourgeoisies bureaucratiques révisionnistes face aux entreprises expansionnistes de plus en plus claires dans lesquelles les sociaux-impérialistes manœuvrent pour les entraîner ? Et cela au moment où la crise, aggravée par le pillage soviétique, bat son plein. Différentes informations réputées pour leurs « bonnes sources » indiquent que des épurations des éléments nationalistes auraient été effectuées ces derniers mois parmi les cadres dirigeants des différents partis révisionnistes de Pologne, Hongrie et Bulgarie. Rien de moins étonnant. Dans leur volonté hégémonique au niveau mondial, les nouveaux tsars mettent en place des cliques dirigeantes entièrement soumises à leur diktat.

Mais cela ne va pas sans créer des contradictions. La Roumanie, Etat souverain et indépendant, et dans une autre mesure la Yougoslavie représentent visiblement des freins à leur volonté impérialiste. Obtenir un corridor de passage, *c'est accentuer la pression militaire sur la Roumanie, c'est vouloir la soumettre politiquement à ses vues.* D'ailleurs nous ne pouvons que trouver positives les positions du communiqué conjoint Tito-Caucescu lors de la dernière visite du dirigeant yougoslave à Bucarest, il y a deux semaines, sur la résistance de leurs deux pays à l'hégémonisme. On sait très bien qui tend à l'hégémonie dans cette partie de l'Europe orientale.

Demander un corridor de passage en Roumanie, alors que l'on peut faire transiter son matériel de guerre par la mer Noire, c'est visiblement pour des raisons autres que celles relevant du simple « génie militaire »...

L'impérialisme c'est la guerre

Le social-impérialisme est un impérialisme des plus dangereux pour tous les peuples du monde, qui agit toujours au nom d'une prétendue doctrine « socialiste ». Pour légitimer son invasion de la Tchécoslovaquie, il mit en avant la *« souveraineté » limitée* des pays frères pour y établir une dictature fasciste à sa solde. Pour légitimer ses positions impérialistes sur les questions des matières premières ou du droit des nations à disposer en toute indépendance de droit maritime légitime, il parle de *« propriété internationale »*. Qui dit qu'un jour il n'interviendra pas au nom de la *« démocratie »* et en brandissant malhonnêtement l'étendard *antifasciste*, comme l'impérialisme U.S. intervient au nom de la « liberté ».

Le social-impérialisme révisionniste soviétique est prêt à tout pour dominer l'Europe tout entière. Cette domination passe par le contrôle de la Méditerranée. Entre les deux superpuissances, l'une voulant se maintenir à tout prix, allant jusqu'à la subversion par Etat fasciste interposé, l'autre voulant lui prendre la place, la *rivalité* ne peut que s'exacerber et conduire à la guerre d'agression.

Les peuples européens doivent s'y préparer. Le prolétariat et son Parti doit soutenir dans son pays chaque fait qui va dans le sens de la dénonciation et de la lutte contre l'hégémonisme des deux superpuissances et combattre impitoyablement toute manifestation d'aveuglement, consciente ou inconsciente, qui viserait à saborder l'indépendance nationale et en dernière analyse favoriserait objectivement les superpuissances et en particulier le social-impérialisme dans ses intentions expansionnistes.

Lucien NOUVEAU.

Les marxistes-léninistes et les nationalisations capitalistes

L'attitude à adopter vis-à-vis des nationalisations effectuées dans le cadre du système capitaliste a toujours été l'objet d'une lutte intense entre deux lignes : D'un côté, ceux qui se font les partisans de telles nationalisations en les présentant comme une « voie royale » pour le socialisme ; de l'autre, ceux qui affirment qu'elles ne sont qu'une forme particulière de la propriété capitaliste et qu'elles ne remettent nullement en cause le système capitaliste. De nos jours, cette lutte a pris une ampleur inégalée, les révisionnistes ayant fait des nationalisations leur cheval de bataille. Cette lutte ne manque pas de se refléter d'une certaine manière dans les rangs marxistes-léninistes eux-mêmes. C'est la raison pour laquelle nous sommes amenés à réaffirmer le point de vue marxiste-léniniste sur la question.

Pourquoi des nationalisations ?

Dans « Socialisme utopique et socialisme scientifique », Engels parle en ces termes des nationalisations : *« Quoi qu'il en soit, avec trusts ou sans trusts, il faut finalement que le représentant officiel de la société capitaliste, l'Etat, en [la production] prenne la direction. La nécessité de la transformation en propriété d'Etat apparaît d'abord dans les grands organismes de communication : postes, télégraphes, chemins de fer ».* Engels ajoute : *« Je dis : il faut, car ce n'est que dans le cas où les moyens de production et de communication sont réellement trop grands pour être dirigés par les sociétés par actions, où donc l'étatisation est devenue une nécessité économique, c'est seulement en ce cas qu'elle signifie un progrès économique, même si c'est l'Etat actuel qui l'accomplit ; qu'elle signifie qu'on atteint à un nouveau stade, préalable à la prise de possession de toutes les forces productives par la société elle-même. Mais on a vu récemment, depuis que Bismarck s'est lancé dans les étatisations, apparaître certain faux socialisme qui même, çà et là, a dégénéré en quelque servilité ; et qui proclame socialiste, sans autre forme de procès, toute étatisation, même celle de Bismarck. Evidemment, si l'étatisation du tabac était socialiste, Napoléon et Metternich compteraient parmi les fondateurs du socialisme. Si l'Etat belge, pour des raisons politiques et financières très terre à terre, a construit lui-même ses chemins de fer principaux ; si Bismarck, sans aucune nécessité économique, a étatisé les principales lignes de chemin de fer de la Prusse, simplement pour pouvoir mieux les organiser et les utiliser en temps de guerre, pour faire des employés de chemin de fer un bétail électoral au service du gouvernement et surtout pour se donner une nouvelle source de revenus indépendante des décisions du Parlement — ce n'était là nullement des mesures socialistes, directes ou indirectes, conscientes ou inconscientes. Autrement ce seraient des institutions socialistes que la Société royale de commerce maritime, la Manufacture royale de porcelaine et même, dans la troupe, le tailleur de compagnie, voire l'étatisation proposée avec le plus grand sérieux, vers les années 30, sous Frédéric-Guillaume III, par un gros malin, — celle des bordels ».*

Et Engels ajoute plus loin : *« Mais ni la transformation en sociétés par actions et en trusts, ni la transformation en propriété d'Etat ne supprime la qualité de capital des forces productives. Pour les sociétés par actions et les trusts, cela est évident. Et l'Etat moderne n'est à son tour que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre des empiètements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés. L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste : l'Etat des capitalistes, le capitalisme collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble. Mais arrivé à ce comble, il se renverse. La propriété d'Etat sur les forces productives n'est pas la solution du conflit, mais elle renferme en elle le moyen formel, la façon d'approcher de la solution ».*

Dans ces lignes, Engels fait un certain nombre de remarques fondamentales :

1° Le passage à la propriété d'Etat constitue une nécessité du développement du capitalisme. Loin donc de s'opposer au capitalisme, la propriété d'Etat lui est nécessaire.

2° La propriété d'Etat ne supprime pas « la qualité de capital des forces productives », « le rapport capitaliste ».

3° La propriété d'Etat est une forme particulière de la propriété capitaliste. L'Etat étant « capitaliste collectif ».

4° La propriété d'Etat signifie un renforcement de l'exploitation capitaliste.

Comme on le voit, ce qui est décisif pour Engels c'est le caractère de classe de l'Etat qui procède aux nationalisations. Des nationalisations opérées par l'Etat capitaliste ne sont qu'une forme particulière de la propriété capitaliste. Elles sont propriété de la classe capitaliste et non de tel ou tel capitaliste individuel.

Ces lignes, écrites par Engels à une époque où le capitalisme monopoliste faisait son apparition, n'en sont que plus justes à notre époque du capitalisme monopoliste d'Etat.

Le révisionnisme et les nationalisations

Les révisionnistes sont aujourd'hui les plus chauds partisans des nationalisations, à la fois les meilleurs défenseurs des nationalisations capitalistes existantes et les plus décidés à leur extension.

C'est ainsi que Marchais, dans « Le défi démocratique », fait l'apologie de *« l'efficacité des nationalisations »*. Il cherche à démontrer la supériorité de la propriété capitaliste d'Etat sur la propriété capitaliste privée et écrit : *« Avant la nationalisation, les différentes compagnies électriques privées disposaient d'un équipement vieilli, insuffisant. Elles connaissaient de graves problèmes financiers. L'Electricité de France a unifié, étendu, modernisé la distribution, donné une impulsion vigoureuse à la production d'électricité à partir de la « houille blanche », et s'est engagée avec succès dans la réalisation de centrales nucléaires ».* Plus loin, il affirme : *« En vérité, les entreprises nationales manifestent une capacité d'adaptation au nouveau, de maîtrise du progrès technique, une aptitude à fournir des services de qualité et d'une grande régularité, que les entreprises privées ne peuvent égaler ».* Les révisionnistes sont partisans de la propriété capitaliste d'Etat, des nationalisations, en ce qu'elles répondent mieux aux nécessités du développement du capitalisme. Ce sont les meilleurs défenseurs du capitalisme monopoliste d'Etat.

Dans « Le défi démocratique », Marchais écrit encore : *« La réforme décisive, c'est la nationalisation... Nationaliser, c'est rendre à la nation ce qu'elle a elle-même créé... Touchant les secteurs décisifs de l'économie, les nationalisations deviendront la base, le point de départ d'une évolution qui conduira à la société socialiste ».* Autrement dit, les nationalisations, en s'étendant progressivement, mèneraient au « socialisme ». Mais de quel « socialisme » peut-il être question alors que l'Etat capitaliste reste en place, que les nationalisations opérées ne sauraient être que des nationalisations capitalistes ? Ni plus ni moins que de ce « socialisme » très spécial qui existe dans l'U.R.S.S. d'aujourd'hui et qui est ni plus ni moins que le capitalisme monopoliste d'Etat sous sa forme la plus achevée.

Si les révisionnistes sont partisans des nationalisations, c'est parce qu'ils représentent une fraction de la bourgeoisie dont l'avenir dépend du développement du capitalisme monopoliste d'Etat. Ils sont partisans du renforcement du capitalisme monopoliste d'Etat. En voulant étendre les nationalisations, ce qu'ils veulent en fait c'est faire passer le capitalisme monopoliste d'Etat à un stade plus avancé.

Défendre le « nationalisé » face au « privé »

La lutte entre révisionnisme et marxisme-léninisme sur la question des nationalisations se reflète aussi dans les rangs marxistes-léninistes de la façon suivante.

Il est fréquent de voir des camarades travaillant dans ce secteur s'élever contre la « privatisation » et défendre les nationalisations lorsque le gouvernement concède tel ou tel secteur au « privé ». Il s'agit là d'une attitude qui revient à défendre une forme de la propriété capitaliste (d'Etat) contre une autre forme (privée), à défendre le capitalisme monopoliste d'Etat. En définitive, cela équivaut à soutenir une politique de la bourgeoisie (le révisionnisme) contre une autre politique de la bourgeoisie, à épauler les révisionnistes et à entretenir des illusions sur la nature des nationalisations.

Ce contre quoi les marxistes-léninistes ont à lutter c'est contre l'aggravation des conditions de travail, les licenciements. Là se situe le combat contre le capitalisme.

Pour prendre un exemple dont on parle beaucoup ces temps-ci : l'O.R.T.F. L'intérêt des travailleurs n'est pas dans la défense du « monopole » contre la « privatisation » mais dans la lutte contre les menaces de licenciements. Défendre le « monopole » ce serait en fait s'aligner sur la politique révisionniste.

Fréquemment des camarades défendent la nationalisation parce qu'il semble que certaines revendications y soient attachées, et que la privatisation risquerait de les faire perdre. On défend la nationalisation parce que c'est d'elle que dépendraient certains « avantages » comme on dit. Les révisionnistes jouent beaucoup là-dessus. Mais en fait il s'agit d'une supercherie. Les « avantages » des travailleurs du secteur nationalisé ont été arrachés par la lutte et ne sont en aucun cas des conséquences de la nationalisation.

André COLERE

Lisez

« Le défi révisionniste »

(André Colère)

Prix : 2 F (port compris)

P.T.T. (Paris-Austerlitz)

UNE PREMIÈRE VICTOIRE

Le jeudi 5 juillet, un camarade, auxiliaire au " bitume " est victime d'un accident du travail et gît pendant vingt minutes sur une chaise, perdant son sang en abondance, en attendant le transfert à l'hôpital par la police. CAR NOTRE CENTRE DE TRI, fort de 2 500 travailleurs, ne possède aucune aucune infirmerie ni personnel soignant, simplement de dérisoires armoires à pharmacie (sans aspirine, même, souvent). Ceci en violation de la loi du travail bourgeoise elle-même, obligeant toute entreprise commerciale ou assimilée à mettre en place cet équipement au-delà de 500 salariés. Qu'importe pour les buveurs de sang de l'Etat patron si un préposé de dix-neuf ans est mort, faute de soins, sur des sacs, en 1973, si on a pu compter six accidents sérieux en une semaine, au transbordement, à Noël, si nous pouvons mourir dix fois en attendant les premiers soins !

Alors, les travailleurs, ce matin, en ont eu assez. D'ailleurs, suite à une assemblée générale du personnel de la banlieue B en septembre 1973, les communistes M.-L., par la voie de leur bulletin clandestin de cellule Le Postier communiste *d'Austerlitz et dans le syndicat avaient développé une large agitation sur cette revendication de l'infirmerie, préconisant l'arrêt de travail sans préavis, avec délégation massive à la direction.*

Cette idée s'est emparée des masses et est, ce matin, devenue force vivante : 300 travailleurs, alertés par une équipe d'éléments combatifs, syndiqués ou non, cessaient le travail et allaient assiéger la porte capitonnée du singe, aux cris de " une in-fir-me-rie ", auxiliaires et titulaires, hommes et femmes, tous unis.

En toute hâte, les bonzes locaux C.G.T.-F.O. se faisaient recevoir, tentant de briser la lutte en annonçant sereinement que le dirlot exigeait avant toute discussion la reprise du boulot (dans le même esprit, des jaunes de F.O. faisaient, à un ou deux, partir les dépêches au service Aviation-Etranger, en l'absence des travailleurs). La réponse unanime ne fut qu'un cri de protestation et, sur un coup de fil de la direction des services ambulants, le dirlot annonçait l'installation d'un poste de secours dans les quinze jours. Mais ce n'est pas suffisant ! Il faut poursuivre la lutte pour arracher l'INFIRMERIE avec le personnel soignant qualifié, au-delà de ce demi-succès. Mais pour l'instant, l'essentiel est que cette action classe contre classe a regonflé à bloc l'enthousiasme et la combativité. Beaucoup ont dit : « Avec cette " grève sauvage " de trois quarts d'heure, on a obtenu plus que ne l'avaient permis dix ans de pétitions et de délégations de responsables syndicaux ! »

Correspondant H.R.,

Grève aux P.T.T. de Goussainville

Avant même le déclenchement de la grève-soupape organisée le 20 juin par les bonzes C.G.T.-C.F.D.T.-F.O. dans les bureaux de la région parisienne, les camarades de Goussainville avaient déclenché la lutte, le 13 juin. Une revendication fondamentale : des effectifs suffisants, des conditions de travail décentes.

Depuis, ils tiennent bon ! Ils se sont organisés en équipes de popularisation auprès des usagers (pétitions sur les marchés, prises de parole, affiches), et auprès des autres postiers, en allant susciter la solidarité dans les bureaux du 95 et sur les centres de tris où ils ont partout reçu un accueil chaleureux (les petits bureaux n'ayant pas été jusqu'ici le secteur des P.T.T. le plus combatif).

Les militants marxistes-léninistes de Lille rejoignent l'Humanité Rouge

De plus en plus, la tendance principale des marxistes-léninistes est l'unification au sein de l'avant-garde sur la base « unité-critique-unité ».

Le « noyau marxiste-léniniste de Lille » publie, dans le bulletin communiste (marxiste-léniniste) d'information, de critique et d'éducation de juin 1974, intitulé « Agir sur-le-champ », une série de textes fort intéressants sur le processus d'unification des marxistes-léninistes. Partant du désir d'unité, ce bulletin publie un rapport politique présenté à l'assemblée générale du « noyau marxiste-léniniste de Lille » en date du 2 juin 1974 qui met en évidence que la tendance principale des marxistes-léninistes est l'unification des marxistes-léninistes par le processus « unité-critique-unité », la lutte entre deux lignes et présente un bilan autocritique en douze points.

Une lettre ouverte aux militants de base des groupes se réclamant du marxisme-léninisme y figure, ainsi qu'un appel aux sympathisants et amis du « noyau marxiste-léniniste de Lille », et en annexe des textes de l' « Humanité-Rouge » : «Aller à contre-courant » ; « Il faut oser lutter contre le révisionnisme »; « Préparer la Révolution prolétarienne et se préparer en prévision d'une guerre, c'est expliquer sans relâche : la prétendue « gauche » c'est la pire réaction » ; « Six ans après son interdiction par la bourgeoisie, toutes les informations indiquent : le Parti communiste marxiste-léniniste de France poursuit le combat ».

Nous publions donc dans nos colonnes ci-dessous des extraits de la lettre ouverte aux militants de base des groupes se réclamant du marxisme-léninisme.

Lettre ouverte aux militants de base des groupes se réclamant du marxisme-léninisme

Camarades,

L'actuel mouvement d'unification des marxistes-léninistes au sein de l'Avant-Garde possède une immense signification de principe et une grande importance historique. Plus l'Avant-Garde progressera, se fortifiera et s'édifiera, et plus les leaders gauchistes ou néo-révisionnistes des groupes anti-parti se démasqueront et se précipiteront vers leur faillite. L'élan d'unité prolétarienne et communiste sous la bannière de l'Avant-Garde marxiste-léniniste de notre pays emportera l'adhésion de nombreux militants encore trompés, manœuvrés, indécis, oscillants, et ceux-ci rejoindront à leur tour **l'Humanité-Rouge.** Il ne peut en être autrement et, pour notre part, sans vouloir verser dans l'optimisme et la précipitation sans principes, nous sommes confiants et plein d'enthousiasme révolutionnaire.

Nous nous adressons ici plus particulièrement aux militants de base des groupes « centristes » du « P.L.R. », de « l'Eveil », de « Rennes Révolutionnaire », de l'« Union des communistes (m.-l.) de Bordeaux » et d'autres groupements et cercles isolés. Nous leur disons bien fraternellement :

Camarades, faites sincèrement le bilan de votre activité, de l'activité de votre groupe et demandez-vous qui, en définitive, vous avez servi, les intérêts de quelle classe. Posez-vous la question de savoir si vous avez consolidé les positions du révisionnisme et renforcé son influence au sein de la classe ouvrière ou si vous avez contribué à désagréger ces positions et à saper cette influence. Adoptez une ferme attitude prolétarienne et, en gardant en vue le but final de notre cause commune, interrogez-vous modestement et sincèrement sur votre ligne politique, sa nature de classe, ses effets et résultats pratiques, comme nous mêmes l'avons fait et continuerons encore de le faire jusqu'à la dissolution de notre groupe. Recherchez la vérité dans les faits et recherchez là par vous-mêmes, par vos propres moyens. Ne vous fiez pas aveuglément à ce que peuvent affirmer certains de vos dirigeants, méfiez-vous des calomnies et des ragots à propos de **l'Humanité Rouge** car, comme nous en avons fait l'expérience concrète, cela dissimule toujours une position de classe précise et vise à escamoter le débat, à étouffer l'attrait légitime qu'exerce **l'Humanité Rouge** sur nombre de communistes honnêtes, à maintenir l'obéissance passive et la servilité devant l'opportunisme et le gauchisme, à entretenir l'esprit de secte petit-bourgeois obstacle à l'unité des marxistes-léninistes au sein de l'Avant-Garde.

Camarades ! Faites preuve de franchise et de droiture et avancez sur le chemin de la vérité. Prenez connaissance des positions exactes de **l'Humanité Rouge,** débattez-en largement et scientifiquement, en vous fondant sur l'idéologie du marxisme-léninisme et en osant aller à contre-courant dans votre groupe. Confrontez ces positions à celles du pseudo « P.C.R. » et à celles de votre propre groupe, et tirez les conclusions qui s'imposent !

Nous sommes convaincus que l'Avant-Garde, sur la base d'une ferme lutte sans concessions contre le gauchisme moderne et le révisionnisme qui l'alimente, ralliera à elle, à plus ou moins longue échéance, tous les communistes sincères et honnêtes qui appartiennent aujourd'hui encore aux groupes anti-parti mais commencent d'ores et déjà à discerner l'impasse dans laquelle les conduisent leurs dirigeants.

Reconnaître ses erreurs n'est pas chose facile, et rompre avec la présomption petite-bourgeoise et l'esprit de secte non plus. Tout cela ne peut se faire ni d'un seul coup, ni pacifiquement et sans luttes. Sur la base de notre expérience, certes étroite et limitée, nous disons bien fraternellement aux militants de base des groupes se réclamant du marxisme-léninisme : la vérité, finalement, l'emporte toujours, pour peu que l'on s'en tienne à la voie communiste et que l'on procède courageusement à son autocritique, pour peu que l'on parte du désir d'unité et que l'on se débarrasse de la morgue petite-bourgeoise.

Ainsi que l'indique le Président Mao :

« Il est possible qu'il se trouve, pendant un temps, des gens qui ne voient pas les choses clairement, qui se laissent abuser ou même commettent des erreurs. Mais, s'ils veulent vraiment faire la révolution, ils finiront, tôt ou tard, au cours de leur pratique révolutionnaire, par rompre avec les révisionnistes et par se ranger du côté des marxistes-léninistes, lorsqu'il auront pris connaissance de la réalité des faits et découvert le vrai visage du révisionnisme. »

Vive l'unité des communistes marxistes-léninistes sincères au sein de **l'Humanité Rouge !**

Vive **l'Humanité Rouge,** état-major de combat de la classe ouvrière !

NI REVISIONNISME, NI GAUCHISME ;

VIVE LE MARXISME-LENINISME !

Une nouvelle brochure

UN PAYSAN VITICULTEUR DE L'HERAULT PARLE...

(entretien avec « l'Humanité rouge)

Prix : 1,60 F

Commandez

LE SOCIAL-IMPERIALISME, DANGER PRINCIPAL EN EUROPE

Prix : 2,80 F

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Modeste contribution d'un bidasse contre l'opportunisme petit bourgeois	4
En supplément à réabonnement - Q.D.	8
Supplément à réabonnement - M.A.	8
A bas le Trotskysme - C.D.H.R. G. Tautin M. (juillet-août)	60
Pour soutenir la presse M.-L.	100
Supplément à réabonnement - G.B.	4
C.D.H.R. Guy Moquet	5
C.D.H.R. Stalingrad	4,70
C.D.H.R. A. Marty	27
Un employé de banque	50
C., un vieux militant communiste depuis 1914	50
Dans un lycée	11,20
Sur un marché	17,50
Dans une fac	6,50
Dans une cité	2
C.D.H.R. Dimitrov	50
C.D.H.R. Balagne	140
C.D.H.R. Hapiot	30
C.D.H.R. G. Tautin	20
C.D.H.R. E. Varlin	10
C.D.H.R. Baillet	77
C.D.H.R. Yveton	75
C.D.H.R. Dallidet	6
Un étudiant gabonnais sympathisant H.R.	1,10
F.D.C.	20
Une travailleuse de Touraine	5,70
Anonyme - Soutien à H.R.	5
F.J.P. - Soutien à H.R.	30
Un ouvrier de la chaussure en plus de son abonnement	15
Georges - Soutien à H.R.	2,50
C.D.H.R. J. Staline, S.	150
Pourboire d'une fille de salle	27
Souscription permanente (juin)	40
Soutien à H.R.	8
Soutien à H.R.	21,20
Un ouvrier portugais	8
Collecte à Meeting « Quelle voie prendre », Strasbourg	231,50
C.D.H.R. H. Barbusse	50
C.D.H.R. Dimitrov	97,60
Soutien à H.R.	80
L.B. - Soutien à H.R.	10
En supplément à réabonnement - G.N.	10
Supplément à réabonnement - G.B.	4
Supplément à réabonnement - J.P.B.	15
Supplément à réabonnement - P.A.	20
C.D.H.R. J. Baillet	10,30
C.D.H.R. Dallidet	11,40
C.D.H.R. Dimitrov	50
C.D.H.R. Balagne (juin)	100
Sympathisants	4,50
C.D.H.R. Frankel	200
Camarades de l'ex-G.R. rejoignant les rangs de l'H.R.	800
C.D.H.R. Stalingrad	34
C.D.H.R. J. Staline, C	100
C.D.H.R. Province	282,80
Soutien permanent juillet (J.V.)	10
Enseignants du Centre Bretagne (juin)	50
Un sympathisant ouvrier	5
Je soutiens H.R.	27
En supplément à réabonnement - Soutien à H.R., M.L.	17
En supplément à réabonnement - R.L.	15
Soutien à H.R. - N.F.	50
C.D.H.R. J. Staline	50
Souscription permanente	115
Une fille de salle	1
C.D.H.R. Politzer	60
C.D.H.R. Varlin	46,10
C.D.H.R. Casanova	3
Contre le social-impérialisme	2,10
Un portier	3
Une infirmière	1
Un étudiant	2
C.D.H.R. T.	125
Total de la semaine	3 793,80
Total général utilisé pour les dettes de H.R.	480 971,02

Aux "Herbes Sauvages"

70 rue de Belleville - Paris 20e - Métro : Pyrénées

(ouvert du mardi au dimanche)

QUELQUES NOUVEAUTES

- **Guingouin** : Quatre ans de luttes sur le sol limousin . 45 F
- **Tchang En-Tsé** : Connaissance et vérité ..... 16,05 F
- **Engels** : La guerre des paysans en Allemagne .... 9 F
- **Professeurs Pollo et Puto** : Histoire de l'Albanie .. 90 F

QUELQUES REEDITIONS

- **Kadaré** : Le général de l'Armée morte ..... 5 F
- **Lénine** : Cahiers philosophiques ..... 20 F
- **Makarenko** : Œuvres, tome I ..... 18 F
- **Broyelle** : La moitié du ciel ..... 24 F

La librairie vient de constituer un rayon de livres en chinois, un rayon des classiques du marxisme-léninisme en espagnol. La librairie dispose également des trois premiers tomes des œuvres choisies de Mao Tsétoung en portugais.

LA LIBRAIRIE EST OUVERTE TOUT LE MOIS D'AOUT

3 MOIS : 12 NUMEROS, 6 MOIS : 26 NUMEROS 1 AN : 52 NUMEROS

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....

	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
	3 mois	20 F	35 F	50 F
	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
Etranger :	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

NANTERRE

Quand les masses s'organisent contre la fascisation, les révisionnistes prennent peur

Il y a un mois, dans la nuit du vendredi 21 au samedi 22 juin, l'opération « coup de poing » de Nanterre-Rueil se terminait, dans la Cité des provinces françaises, à Nanterre, d'une façon tragique. Vers 23 heures, des C.R.S. et flics en civil pénètrent dans la Cité, prennent position autour d'un bâtiment et balaient de leurs torches les fenêtres d'un appartement où des jeunes étaient réunis pour écouter des disques. Les flics pénètrent dans l'immeuble. C'est la panique ; les jeunes s'affolent et l'un d'eux tombe du quatrième étage. Ce sont les jeunes qui doivent appeler l'ambulance et accompagner leur camarade à l'hôpital. Il est resté quelques jours entre la vie et la mort. Les autres jeunes sont embarqués au commissariat et se font sauvagement matraquer. Certains jeunes immigrés sont victimes d'injures racistes.

De telles violences sont fréquentes dans les quartiers populaires de Nanterre à l'encontre des jeunes, même des enfants qui sont conduits au poste sans que leurs parents en soient avertis ! S'il y a eu panique au point que l'un d'entre eux tombe du quatrième étage, c'est que les flics font régner la terreur !

Mais cette fois, c'en était trop : les jeunes étaient décidés à ne plus se laisser faire. Ils décident de porter plainte et s'adressent à nous pour leur fournir un avocat. Un médecin constate les coups qu'ils ont reçus et aujourd'hui l'enquête se poursuit : le procureur a confié l'affaire à l'I.G.S., la « police des polices ».

Mais les jeunes veulent aussi faire connaître leur histoire et surtout s'organiser pour se défendre contre la répression. Ils rédigent avec nous un tract pour appeler à une réunion publique qui se donnera pour tâche de créer un comité contre la répression. Cette réunion regroupe une cinquantaine de personnes de la Cité des provinces françaises et des cités avoisinantes. Un jeune Arabe raconte l'histoire. De nombreuses personnes témoignent d'autres cas de répression. Tout le monde est d'accord pour que cela cesse et nous nous organisons entre nous ; chaque cité présente se donne un délégué qui avertira les autres et sera averti dès le moindre incident. Nous décidons de rédiger un tract pour annoncer la création du comité, informer sur les droits élémentaires en matière de justice (par exemple, pour les mineurs, être accompagné des parents) et convoquer à la prochaine réunion du comité.

Celle-ci se tient quinze jours après. Dès l'entrée, l'appareil révisionniste se manifeste : plusieurs membres de la M.J.C. du quartier diffusent un tract extrait de « l'Eveil » (organe local du P.-C.-F.) qui publie le communiqué de presse de Yves Sandmont, le maire de Nanterre (P.-C.-F.). Il y demande entre autres :

(...) « — des moyens plus importants mis à la disposition des commissariats,

— pour les maires, des moyens de contrôle sur l'activité de la force publique dans leur commune » (...)

Ceci n'est pas tout à fait du goût des jeunes...

Il y a beaucoup de monde, environ cent personnes, dont beaucoup n'étaient pas venues à la première réunion. Dès les premières interventions, nous comprenons de qui il s'agit ; d'une part, un bataillon de Jeunesses « communistes » (une vingtaine), d'autre part, une dizaine de membres de l'A.J.S. et quelques militants de « Rouge ».

Tous interviennent dans le même sens : pourquoi le comité n'a pas fait appel à la mairie, aux organisations sous direction révisionniste (amicale des locataires, organisations socio-culturelles diverses). « L'isolement dans lequel le Comité s'est cantonné l'a amené à se couper les bras » affirme un membre de l'A.J.S. « Se couper les bras », d'une drôle de façon ! Tout en réussissant à mobiliser une centaine de personnes en trois semaines au mois de juillet...

Les jeunes et les participants de la première réunion démasquent rapidement la manœuvre et essaient de relancer le débat sur des bases constructives : poursuivre le travail de popularisation, organiser la défense contre la répression. Les jeunes refusent d'être utilisés pour « faire de la publicité » pour des organisations qui n'ont jamais rien fait pour eux.

En effet, il faut savoir qu'à la Cité des provinces françaises résident de nombreux membres du conseil municipal, et qu'en dehors d'« une question écrite auprès du ministre de l'Intérieur » déposée par le député Raymond Barbet, le personnel municipal n'a jamais apporté le moindre soutien concret aux jeunes victimes de la répression. Et si, comme ils l'affirment maintenant, ils n'étaient pas au courant de l'affaire, c'est bien la preuve d'une totale coupure d'avec les problèmes des masses ouvrières de Nanterre.

La réunion se poursuit. Voyant que leur tentative de récupération échoue, les révisionnistes — puissamment aidés par les trotskistes — organisent le sabotage systématique de la réunion. Un bon nombre de participants quittent la salle, écœurés. Se retrouvant pratiquement « entre eux », les révisionnistes organisent alors un vote pour donner une apparence démocratique à leur entreprise de récupération ; ce vote ayant pour objet d'inviter les organisations politiques et syndicales à participer au Comité.

La tactique des révisionnistes est simple : devant l'organisation indépendante et efficace des jeunes dans un Comité qui réalisait l'unité à la base et dans l'action contre la répression, les révisionnistes prirent peur et cherchèrent d'abord à récupérer le Comité pour le contrôler totalement, puis, devant leur échec, essayèrent de le saboter en semant la confusion et en cherchant à nous isoler.

Si dans un premier temps, les révisionnistes s'imaginent avoir réussi, ils se trompent totalement car ils viennent de faire la démonstration de leur véritable nature : celle de pilier de la bourgeoisie, de flics attentifs à toute mobilisation des masses, prêts à détruire dès sa naissance toute tentative d'organisation où les masses comptent sur leur propre force. Cette expérience, les jeunes de la Cité des provinces françaises ne l'oublieront pas et ils sauront à l'avenir, avec les marxistes-léninistes, distinguer leurs amis de leurs ennemis.

Correspondant H.R.

ATTENTAT RACISTE A MARSEILLE

Une nouvelle fois les racistes ont frappé à Marseille. Les locaux de l'Amicale des Algériens en Europe y ont été détruits.

Intervenant un an après la campagne raciste et les crimes commis alors à Marseille, ainsi qu'après l'attentat contre le consulat d'Algérie, ce nouvel attentat témoigne de la persistance des agissements racistes et doit nous inciter à développer notre vigilance.

Le gouvernement algérien, après cet attentat, a protesté à juste titre auprès du gouvernement français.

La responsabilité du gouvernement français est entière. Les auteurs de l'attentat contre le consulat de Marseille sont toujours en liberté et il y a un mois, l'assassin du travailleur algérien Hemahem a été mis en liberté provisoire. Ce sont là autant d'encouragements aux crimes racistes.

Bonne santé et longue vie pour Chou En-laï

Nous avons appris que le camarade Chou En-laï, vice-président du Parti communiste chinois, a surmonté récemment une soudaine maladie.

Nous nous réjouissons de son rétablissement rapide.

A cette occasion, au nom de tous les militants et amis de « l'Humanité rouge » comme en notre nom personnel, outre l'expression de nos plus profonds et plus sincères sentiments de classe, prolétariens et internationalistes, nous adressons publiquement au vice-président du Parti communiste chinois ce simple message :

« Bonne santé et longue vie, très cher, très respecté et très amical camarade Chou En-laï ! »

Suzanne MARTY
Jacques JURQUET
André DRUESNE
Henri JOUR
et tous les camarades du comité de Rédaction de l'« Humanité rouge ».

QUAND LES ARMÉNIENS RETOURNENT AU PAYS

...Ils demandent un certificat d'hébergement qui leur permet d'aller dans leur famille pendant le temps de leur séjour.

Ce certificat est gratuit, mais en fait les autorités soviétiques ne le délivrent jamais, ou alors seulement plusieurs années après leur demande...

Et les Arméniens s'adressent alors, comme tout le monde, à INTOURIST, l'agence de tourisme officielle de l'U.R.S.S. Dans ce cas, on obtient le visa d'entrée dans les quinze jours qui suivent, mais il en coûte 2 960 F par personne pour deux semaines à Erivan, la capitale de l'Arménie soviétique, car on est obligé de loger en hôtel de luxe.

Serait-ce qu'on obtient tout des autorités soviétiques à condition d'y mettre le prix ?

Ensuite INTOURIST vous affirme qu'il y a un avion direct de Paris à Erivan... et vous vous retrouvez dans un avion à destination de Moscou, où vous traînez huit heures à la douane avant de monter dans un avion pour Erivan. Cela double la distance à parcourir et le voyage dure ainsi vingt-quatre heures (Erivan est à 3 000 km de Paris en ligne droite).

A Erivan, vous vous installez donc dans l'hôtel de luxe, à deux par chambre. Pour être seul, il suffit de s'arranger avec le personnel... moyennant finances.

En fait, la moitié des touristes ne restent pas à l'hôtel, mais prennent leurs repas dans la famille et même y passent la nuit. INTOURIST ne fait pas de réduction.

Erivan est une ville de 800 000 habitants, près d'un grand lac ; on y travaille le cuir, on y fabrique du matériel électrique et des automobiles (mais l'Arménie est surtout agricole). On y voit beaucoup d'automobiles (Fiat), car de nombreux Moscovites viennent en villégiature au bord du lac, mais il y a des taudis jusque dans le centre de la ville.

Ce qui frappe le plus là-bas :

— La corruption :

En « filant la pièce » on obtient beaucoup. Les touristes n'ont pas le droit de sortir de la ville, mais en « donnant quelque chose » au policier qui surveille la sortie, on peut passer.

Pour avoir des jours de congé maladie, il suffit de donner un rouble par jour de congé au médecin.

— Le trafic de devises :

Tous les habitants qui ont de l'argent essaient d'acheter de l'argent étranger, car il y a en ville des magasins réservés aux touristes où l'on trouve de tout à prix élevé et où l'on n'accepte que les monnaies étrangères. Ceux qui en ont les moyens font venir des produits occidentaux du Liban.

— La rareté des produits alimentaires:

L'Arménie produit des fruits en abondance, mais ils sont destinés en priorité à Moscou.

Les marchés sont bien fournis, mais les produits y sont très chers : 6 F pour un kilo de poires très ordinaires, ce qui représente une journée de travail.

Aussi la population ne fait-elle qu'un seul repas par jour. Et les files d'attente sont très longues devant les magasins officiels où les prix sont moins élevés qu'au marché mais où les produits ne sont distribués qu'au compte-gouttes.

Le peuple arménien a le choix entre la pénurie alimentaire et l'achat à prix élevé au marché libre !

— Bien des gens croient que la France est un « pays de liberté » et rêvent de venir s'y installer. Ils ont aussi beaucoup d'admiration pour De Gaulle, belle éducation socialiste !

— La médecine est gratuite et les médicaments très bon marché, mais les gens n'y croient pas car « ça ne peut rien valoir pour un kopek ». Après 50 ans de socialisme ils croient encore qu'il faut payer cher pour un bon médicament.

— Le travail au noir.

La journée de travail normale est de 8 heures mais beaucoup de gens travaillent en plus au noir ce qui prouve que les salaires sont insuffisants.

— Les femmes constituent un sous-prolétariat.

Les hommes ne participent pas aux travaux ménagers, et comme en France beaucoup de femmes font double journée.

Il n'y a pas d'appareils électroménagers (machines à laver, etc.), mais cela n'aurait pas d'importance si il y avait, comme en Chine, des équipements collectifs : laveries de quartier, restaurants de quartier, équipes de nettoyage qui assurent l'entretien des appartements, etc. Mais rien de tout cela n'existe à Erivan !

Ces faits sont-ils normaux dans un pays qui se prétend socialiste ? Non, c'est inacceptable après 50 ans de socialisme, et cela ne fait que nous renforcer dans l'idée que l'URSS N'EST PLUS un pays socialiste, mais un pays capitaliste comme les autres, et plus dangereux même car c'est la première puissance militaire du monde.

CAMBODGE

PUISSANT COMBAT DES JEUNES A PHNOM-PENH

« Au cours des quatre dernières années, la situation dans la République (des traîtres de Phnom Penh) est en décadence à tous les points de vue, notamment au point de vue économique, social, politique et culturel. Les crises économiques, sociales et politiques ont éclaté successivement et pas la moindre solution équitable et efficace n'y a été apportée.

Manifestation à Phnom-Penh

Nous, jeunes élèves de l'enseignement secondaire, ne pouvons pas rester les bras croisés et regarder la société khmère évoluer sans douleur et sans haine car on (les traîtres Lon Nol, Sirik Matak, Son Ngoc Thang, Cheng Heng, In Tam, Long Baret, Sosthène Fernandez) est en train de pousser le plus amèrement la nation khmère vers la décadence. Qu'y a-t-il comme développement de la société khmère depuis ces dernières années ? Rien, excepté les malheurs et les souffrances du peuple.

Non seulement le gouvernement (des traîtres) ne fait pas attention à notre voix patriotique mais a calomnié nos jeunes et élèves et a poussé ses cruautés jusqu'à rafler et massacrer sauvagement nos jeunes, nos élèves comme c'était le cas des événements douloureux et amers survenus le 27 avril 1972 à la Faculté de droit et le 17 mars 1973 à la Faculté de pédagogie.

Ce sont là des preuves irréfutables car la voix juste et légitime de nos jeunes à porté un coup à leurs intérêts personnels et à ceux de leurs clans. »

« Nous, les jeunes élèves de l'enseignement secondaire, comme les jeunes khmers dans tout le pays, nous ferons prévaloir notre influence, à travers l'organisation des jeunes khmers, pour montrer dans les jours à venir, devant l'opinion nationale et internationale ce que nous pourrons faire encore pour progresser vers la réalisation de notre objectif. »

Ce sont des extraits de la lettre ouverte de l'Association des élèves de l'enseignement secondaire de Phnom Penh au public à l'intérieur du pays et dans le monde.

Ils en disent long sur la lutte patriotique menée à Phnom Penh, jeunes en tête ; elle a fait un bond qualitatif ; aujourd'hui, le mot d'ordre central c'est : *« A bas le gouvernement fantoche fasciste ! Nous luttons jusqu'à la victoire finale ». L'attaque contre les Américains et leurs fantoches est ouverte ;* le 4 juin dernier, les jeunes ont pris deux ministres en otage au lycée Yukonthor puis les ont promenés dans les rues avec le soutien total de la population de la ville ; ils tiennent des conférences de presse devant les journalistes étrangers, font des révélations sur certains meurtres, exigent la libération de leurs camarades emprisonnés et torturés, au nez du gouvernement fantoche de plus en plus paralysé. *Car le soutien populaire, large, actif et organisé* leur est tout à fait acquis ; alors que les lycéens et étudiants occupent leurs écoles en permanence, les habitants viennent les ravitailler, leur apportent peintures et tissus pour les banderoles ; les enseignants sont au coude à coude avec les jeunes. C'est bien le peuple tout entier, jeunes en tête, qui a rehaussé sa combativité et son courage à Phnom Penh ces dernières semaines.

PALESTINE

KUNEITRA (Syrie), après 7 ans d'occupation sioniste. La ville a été rasée au bulldozer par les sionistes israéliens trois jours avant le retrait de leurs forces. Il ne reste debout que cette église et quelques maisons.

Raid sioniste du 20 juin 1974 contre Ain El Heloué. Le peuple palestinien est déterminé à lutter et à s'organiser contre l'ennemi sioniste.

Les nouveaux crimes sionistes perpétrés au Sud-Liban le 20 juin — 122 blessés, 30 morts, dont 3 fedayin seulement — contre les camps de Bourj-El Chemali et Ain El Helové n'ont pas découragé la Résistance Palestinienne.

« La Résistance Palestinienne poursuivra ses opérations à l'intérieur des territoires occupés », a déclaré Yasser Arafat début juillet, révélant que la Résistance avait effectué 62 opérations à l'intérieur des territoires occupés au cours du mois de juin.

Un bilan éloquent

La saison sèche au Cambodge a porté ses fruits ; et la saison des pluies s'annonce bien, sur la lancée des victoires des derniers mois.

1° Sur le front, *les combattants ont consolidé et développé la ligne de guerre populaire dans le grand mouvement d'offensive. Sur tous les fronts, l'ennemi s'est trouvé paralysé, isolé et détruit à chaque incursion hors de ses bases. Le Pentagone a eu beau envoyer 3 500 conseillers militaires placés directement aux commandes de l'armée lonnolienne, la supériorité des Forces armées populaires sur l'armée fantoche se confirme.*

2° Dans les régions sous contrôle provisoire de l'ennemi, *et surtout à Phnom Penh, les forces patriotiques ont multiplié leurs attaques politiques et militaires. Les manifestations et grèves lycéennes et étudiantes de mai et juin témoignent de l'ampleur du mouvement populaire et du bond qualitatif qu'il a accompli dans les villes (voir article ci-contre).*

3° A l'arrière, *le grand mouvement pour intensifier la production a pleinement réussi, les conditions de vie des larges masses se sont améliorées alors qu'ont été mis en pièces toutes les manœuvres ennemies pour détruire la zone libérée et mis en échec l'infiltration des agents secrets et espions visant à saper l'édification du pouvoir populaire.*

4° Sur l'arène internationale, *le peuple cambodgien a renforcé ses positions, comme en témoigne le voyage de la délégation du GRUNC, conduite par le vice-premier ministre Khieu Samphan, en Chine, au Vietnam, au Laos, en Albanie et dans bien d'autres pays du tiers-monde.*

« Il n'y aura pas de saison des pluies » dit le peuple cambodgien, manifestant par là que la saison des pluies, plus difficile aux combattants, ne ralentira pas leur ardeur et leurs assauts cette année. Comme n'entameront pas leur résolution toutes les manœuvres impérialistes de «négociations avec Lon Nol» ou de « troisième voie ». La voie de la lutte est tracée au Cambodge ; et 7 millions de Cambodgiens la suivent avec détermination.

QUELQUES CHIFFRES

De novembre 1973 à mai 1974 :

- **94 700 mercenaires hors de combat,**
- **502 positions rasées ou libérées,**
- **24 200 armes de divers types récupérées,**
- **plus de 210 000 cambodgiens ont rejoint la zone libérée.**

Un tank ennemi pris par les forces armées de libération.

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution : N.M.P.P. — Imp. S.I.M., 20 rue Sambre-et-Meuse, 75010 PARIS — Dépôt légal : 2e trimestre 1974.